

LA POLOGNE

ET

LES HABSBOURG



PARIS

E. PLON ET C^{ie}, ÉDITEURS

10, RUE GARANCIÈRE

VIENNE

FAESY ET FRICK, LIBRAIRES

27, GRABEN

1880





L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction à l'étranger.

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en septembre 1880.

LA POLOGNE

ET

LES HABSBOURG



PARIS

E. PLON ET C^{ie}, ÉDITEURS
10, RUE GARANCIÈRE

VIENNE

FAESY ET FRICK, LIBRAIRES
27, GRABEN

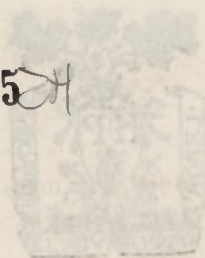
—
1880

LA POLONA

LES HABSBOURG



271945



LA POLOGNE ET LES HABSBOURG

La politique moderne a d'étranges caprices, et ses incessantes métamorphoses sont de nature à déconcerter l'observateur le plus consciencieux. Humblement courbée, à certaines heures, sous le régime de la force, elle semble n'avoir d'autre but que de satisfaire d'ambitieux appétits, sans le moindre souci pour les véritables aspirations des peuples. Puis à cette atonie morale succèdent de brusques réveils. Il semble, par intervalles, que l'Europe ait honte d'elle-même et veuille se réhabiliter en faisant appel aux idées généreuses, aux sentiments humanitaires. On la voit alors, attentive à la voix des philosophes et des penseurs, prendre résolument en main la grande cause du progrès et soutenir des luttes ardentes pour la faire triompher. Ce sont les heures bénies où Dieu fait clairement apparaître, dans un lumineux rayonnement, les principes éternels de la justice, de l'émancipation et de l'égalité. L'humanité se reprend à espérer et à croire.

Dans un sublime effort, elle accomplit de véritables miracles, en rappelant à la vie des nationalités qui semblaient endormies pour jamais sous un joug séculaire.

Malheureusement, de tels efforts ne durent qu'un instant. Sous l'influence du scepticisme moderne, le désenchantement vient vite; le monde, sans direction et sans boussole, se laisse de nouveau aller à la dérive; et malheur à ceux qui ne savent pas comprendre à temps que l'heure est passée.

Il semble, d'ailleurs, que l'Europe, même dans ses plus nobles élans, ne sache pas se défendre de certaines partialités incompréhensibles. Ses actes les plus généreux ont constamment porté le caractère de véritables partis pris.

Pleine de compassion et de bienveillance pour certains peuples, elle n'a qu'une indifférence à peine déguisée pour des nationalités qui mériteraient cependant de s'imposer à son attention par l'héroïsme de leur martyre et la stoïque vertu de leurs courageux champions. Sans doute (et c'est là précisément le danger) il s'élève aussi des voix que l'on peut croire autorisées pour demander, à l'égard de ceux qu'on oublie, la même protection et la même justice. Mais sont-elles toujours bien sincères? Et ne risque-t-on pas, en les écoutant, de s'engager fatalement dans une route néfaste?

Il est un peuple, surtout, qui doit apprendre désormais à se méfier des enthousiasmes sans but et des entraînements irréflechis. Il est une nation, intelligente et chevaleresque entre toutes, dont le sang a coulé pour toutes les grandes causes, et dont le tour ne vient jamais lorsque la fortune capricieuse distribue ses faveurs. Le dix-neuvième siècle, dans les élans grandioses dont nous parlions tout à l'heure, a ressuscité la Grèce et donné à l'Italie son unité nationale. Il a soulevé le linceul sous lequel reposait le cadavre de l'Orient chrétien; et des peuples que l'on pouvait croire à jamais anéantis se sont ranimés à sa voix. Les Serbes et les Roumains sont debout, en pleine possession de leur indépendance. La Bulgarie elle-même a trouvé de puissants et fermes protecteurs. Seule la nation martyre, dont le partage a été le grand crime historique du siècle dernier, se voit toujours et quand même oubliée. Vainement elle se redresse, vivante et fière, sous le regard de ses persécuteurs. Vainement le cri de ses enfants s'élève vers le ciel pour demander vengeance. Nul ne lui tend la main pour l'aider à reprendre sa place au foyer des nations. Il semble que l'indépendance, sainte et

sacrée pour les autres, doit être pour elle, longtemps encore, la terre promise qu'elle entrevoit de loin, comme les Hébreux du temps de Moïse, sans pouvoir y mettre le pied.

N'en a-t-elle pas eu la preuve tout récemment encore? Lorsqu'il y a deux ans l'aréopage européen s'est réuni sous la présidence du chancelier de Bismarck, tous les peuples de l'Orient chrétien ont défilé devant lui, dans les salons du palais Radzivil. Tous ont été admis tour à tour à lui exposer leurs vœux, à lui faire entendre leurs plaintes.

Les Arméniens, les Grecs, les Monténégrins et les Persans eux-mêmes ont été admis dans la salle du congrès. La Pologne seule n'a pas été entendue. Le *Memorandum* si concluant, si logique et si sobre dans sa modération, qu'elle a distribué aux plénipotentiaires, n'a pas eu les honneurs d'une discussion publique. Les ministres des grandes Puissances, investis d'un pouvoir absolu pour remanier à leur gré la carte de l'Europe, ont passé silencieusement à l'ordre du jour. Sans doute, nous ne l'ignorons pas, les questions dont on se préoccupe le plus ne sont pas toujours celles dont on parle tout haut. Le mystérieux travail de la pensée exerce parfois, sur les décisions futures de la politique, une influence bien autrement considérable que les discours d'apparat prononcés dans une assemblée où chacun a son opinion faite d'avance. Et des hommes aussi intelligents que ceux qui étaient réunis à Berlin n'ont évidemment pu croire que la paix de l'Orient serait fondée sur des bases durables, aussi longtemps que la patrie de Kosciuszko ferait entendre sa voix plaintive sur les rives de la Vistule. Dans l'intérêt même de l'œuvre de pacification entreprise d'un commun accord, plus d'un a dû regretter, au fond de sa conscience, de laisser échapper une occasion aussi solennelle.

Mais il n'en est pas moins vrai que la Pologne a été sacrifiée une fois encore à ce qu'on est convenu d'appeler de nos jours la raison d'État. Elle a pu voir par ce grand

exemple ce qu'elle doit penser des sympathies plus ou moins platoniques qui se manifestent à son égard sur divers points de l'Europe. Désormais, qu'elle le sache bien, elle doit apprendre à se replier sur elle-même et à raisonner toutes ses actions. Qu'elle se demande notamment, avant de prêter l'oreille à certains encouragements, s'ils ne cachent pas, à l'insu peut-être de ceux qui les propagent, une arrière-pensée égoïste et intéressée. Trop souvent, il faut avoir le courage de le dire, on a invoqué son nom et arboré son drapeau dans le seul but de donner à des combinaisons inavouables un reflet de poésie. Trop souvent on a fait appel à son héroïsme, en faisant luire à ses yeux la seule récompense qu'elle ait jamais ambitionnée, c'est-à-dire son indépendance nationale; et ceux qui abusaient ainsi de ses qualités natives n'avaient ni la volonté ni peut-être même la possibilité de tenir leurs promesses. Lorsque, au début de ce siècle, les légions polonaises ont suivi sur tous les points du monde les aigles de Napoléon I^{er}, n'avaient-elles pas l'espérance fondée de trouver en lui un protecteur puissant qui rétablirait un jour leur noble patrie dans son ancienne splendeur? Que reste-t-il aujourd'hui pour prix de tant de sang versé, de tant de dévouement, de tant de sacrifices? Deux choses seulement : le souvenir de Poniatowski trouvant la mort dans les flots de l'Elster, et le refrain de Béranger, qui a du moins consacré l'une de ses plus belles odes à cette mort tragique.

« Rien qu'une main, Français; je suis sauvé! »

Hélas! cette main secourable qui aurait suffi pour le tirer des flots glacés, nul ne la lui a tendue. Nous n'en faisons de reproche à personne; car dans de tels désastres tout secours efficace est souvent impossible. Mais nous avons dû rappeler ce souvenir comme un symbole qui s'applique à notre destinée nationale depuis plus d'un siècle. Nous avons cru trop aisément

ment aux promesses frivoles et aux encouragements donnés sans motifs. Il semble que, suivant l'expression poétique de madame de Staël, il y ait en nous « un superflu d'âme qu'il nous est doux de consacrer à ce qui nous semble beau ». C'est à coup sûr, pour les artistes, pour les écrivains et pour les hommes de guerre, une grande et précieuse qualité; mais pour un peuple qui veut reconstituer sa nationalité, c'est un défaut capital qui le livre sans défense à la merci de quiconque sait flatter son amour-propre et faire vibrer chez lui les cordes de l'enthousiasme.

Que de fois déjà les déceptions et les amers désenchantements sont venus nous infliger de terribles leçons! que de fois, après nous avoir conviés aux dangers, on nous a oubliés, en répétant le mot malheureusement trop célèbre de Schiller : « *Der Mohr hat seinen Dienst gethan; der Mohr kann gehen.* » (Le Maure a accompli sa tâche; il peut s'en aller.)

Il faudrait retracer dans tous ses détails l'histoire du dix-neuvième siècle pour dresser la liste complète de ces déceptions sans cesse renaissantes.

Il faudrait des volumes pour rappeler à nos compatriotes combien de fois ils se sont battus en désespérés sans recueillir le fruit de leur inutile héroïsme. Ou plutôt non. Ce douloureux travail serait superflu; car nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici, sans autres commentaires, les paroles saisissantes de notre grand poète Krasinski : « Des hauteurs escarpées des Alpes jusqu'aux flots azurés de la Méditerranée; sur les sommets des Apennins et sur ceux de la Sierra de Castille; dans les plaines de l'Allemagne et dans les steppes glacées de la Russie; dans tous les champs de France, sur toutes les mers, ils ont semé les germes de la Pologne future. Partout ils ont prodigué la divine semence, leur propre sang. » Hélas! jamais elle n'a voulu prendre racine; jamais elle n'a porté de fruits.

Eh bien, malgré tant d'épreuves, malgré tant de désil-

lusions, il semble que l'on nous croie encore susceptibles de nous laisser entraîner par de belles paroles. Déjà nous voyons se préparer, dans certaines sphères politiques, une agitation que nous devons signaler comme dangereuse, et qu'à ce titre nous venons flétrir avec la dernière énergie. Des brochures sont publiées à Paris, et de là répandues dans toute l'Europe, pour nous convier à tendre la main à nos persécuteurs, à nous réconcilier avec la Russie. On annonce même qu'une publication périodique va se créer tout exprès pour développer cette idée d'un rapprochement nécessaire entre la Russie et la Pologne.

De qui peuvent émaner de semblables idées? Ceux qui ont publié la première brochure (*Russie et Pologne*) disent eux-mêmes, dans la préface, qu'ils sont des « individualités sans mandat ». Cela ne veut pas dire grand'chose. Il est bien certain que la nation polonaise n'a donné mandat à personne pour agir en ce sens; et, quant à la Russie officielle, ses organes autorisés ont cru devoir tout récemment démentir le bruit de négociations engagées par le dictateur Loris Mélikoff, bien que le désir manifesté par l'habile Arménien de tenter un rapprochement n'ait nullement été tenu secret par son entourage immédiat. Ceux qui vont de l'avant, dans de telles circonstances, doivent s'attendre à être désavoués; il est plus habile de leur part de déclarer eux-mêmes qu'ils agissent de leur propre chef. Mais il est cependant bien clair que des efforts qui se renouvellent ainsi avec persistance dénotent une idée fixe, un plan bien arrêté. Quelle que soit la façon mystérieuse dont ils se produisent sous le voile de l'anonyme, il importe à notre dignité nationale de faire aussi complètement que possible la lumière à cet égard.

On a tenté de faire croire, par exemple, que la brochure dont nous venons de parler aurait été inspirée par l'émigration polonaise. Qu'il nous soit permis de repousser hautement de pareilles insinuations!

Les personnalités si éminentes et si honorables qui sont en France à la tête de l'émigration polonaise connaissent trop bien le sentiment national pour avoir pu songer un seul instant à favoriser de semblables idées. Elles savent trop bien qu'il y a des choses irréparables, et que, suivant l'expression de l'Écriture, les pierres mêmes se soulèveraient d'indignation en voyant les martyrs donner l'accolade fraternelle aux bourreaux. Lorsqu'un fossé rempli de sang humain sépare ainsi deux peuples, les montagnes pourraient s'écrouler sans parvenir à le combler. Des générations entières travailleraient jour et nuit à y jeter toute la terre des campagnes voisines que le sang fumerait encore par-dessus leurs têtes et détruirait en une seconde tout le fruit de leurs patients efforts. Le pardon viendra peut-être un jour; l'oubli et la réconciliation, jamais. Quiconque a vécu, ne fût-ce qu'un jour, de la vie polonaise, en est trop bien convaincu pour se faire l'apôtre d'un rapprochement à jamais impossible. Ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut chercher les inspirations du mouvement que nous signalons.

Un bruit tout aussi étrange cherche à les faire remonter jusqu'aux sphères dirigeantes du gouvernement français. Ici encore on nous permettra de nous montrer incrédules. Il est possible, à coup sûr, que parmi les hommes d'État qui président aux destinées de la République française, il en existe quelques-uns qui, dans l'espoir d'une revanche, nourrissent l'arrière-pensée de s'allier avec la Russie; mais ceux-là aussi sont des politiques trop fins et trop avisés pour s'être arrêtés un seul instant à des rêveries absolument puériles. Nous ne croyons même pas qu'ils aient jamais eu de relations intimes avec les chefs de l'émigration polonaise. Au surplus, pour le dire tout de suite, ce qu'on est convenu d'appeler l'*émigration* n'a jamais eu mandat de parler ni d'agir au nom de la nation. Il se trouve dans son sein, nous venons de le déclarer, de hautes personnalités, devant lesquelles nous sommes les pre-

miers à nous incliner respectueusement. Mais elles reconnaissent elles-mêmes qu'elles n'ont pas mission de parler ou d'agir au nom de la Pologne; et encore une fois, ce n'est pas de celles-là que peut émaner l'idée d'un rapprochement avec la Russie.

De qui donc? Pour le savoir, rappelons-nous l'ancien adage latin : *Cui prodest?* Et dès lors nous aurons aisément le fin mot de l'énigme. Ouvrons la brochure citée plus haut. Nous y lisons ceci : « L'ébranlement de la triple alliance au détriment de l'un des trois empereurs est un fait de la plus haute gravité, *un danger imminent pour la Russie*, un événement qui peut amener des bouleversements sanglants dans l'Europe entière. Pour parer à cette éventualité, que semble présager l'entente austro-prussienne, on trouverait peut être *une arme invincible dans la solution des questions pendantes entre la Russie et la Pologne.* »

Ainsi, voilà qui commence à devenir bien clair. C'est parce que la Russie court un danger imminent que nous devons aller à son secours. C'est parce qu'elle sent dirigée contre elle la pointe de l'épée austro-allemande qu'elle veut se faire une arme nouvelle en se réconciliant avec la Pologne. Et l'on espère qu'il se trouvera des naïfs pour se prêter à ce jeu d'enfant, si maladroitement dévoilé dès la première heure! On croit que pour dissimuler le féroce égoïsme de cette audacieuse demande, il suffira de faire miroiter à nos yeux l'image de la patrie, d'arborer nos couleurs nationales, et de nous crier d'une voix emphatique : « Non, la Pologne n'est pas morte; elle peut encore renaître et se retrouver debout. » Allons donc! Mais l'Europe pousserait un immense éclat de rire s'il se trouvait un seul d'entre nous qui répondît à une invitation de ce genre. Elle cesserait à tout jamais de nous prendre au sérieux; et le peu d'intérêt qu'elle daigne parfois nous témoigner dans certaines circonstances ferait place à un immense dédain. Non, c'en est assez de cette splendide, mais

douloureuse odyssee, qui a semé les os de nos frères sur toutes les routes du monde civilisé. C'en est assez de ce fatal don-
quichottisme qui nous a fait prendre les armes pour toutes les causes, dès qu'elles avaient un vernis de grandeur. Sachons désormais nous recueillir et calculer froidement quelles sont nos chances d'avenir.

Si peu sérieuse que soit la pensée d'un rapprochement avec la Russie, ne lui laissons pas même un atome de possibilité. Prenons la peine de la discuter à fond comme elle mériterait de l'être; ou plutôt généralisons la question. Demandons-nous sans parti pris, sans arrière-pensée, s'il y a une Puissance en Europe qui veuille arborer franchement le drapeau polonais. Restons dans le domaine du possible, sans chercher quant à présent l'idéal dont la recherche nous a toujours perdus.

Jetons les yeux sur les nations civilisées, et demandons-nous quelle est celle dont nous pouvons attendre sincèrement quelque chose, en cas de conflit européen.

Nous vivons aujourd'hui dans un siècle de positivisme, où les illusions pourraient devenir mortelles. Suivons donc l'exemple que nous donnent les maîtres de la politique moderne, et restons résolûment sur le terrain du réalisme pratique.

Tout d'abord écartons une double objection, à l'aide de laquelle on croit souvent nous mettre dans l'embarras. La Pologne et la Russie, nous dit-on, sont deux nations slaves, deux nations sœurs; la guerre qu'elles se font avec tant d'acharnement est une guerre fratricide. Elle est de plus une offense au droit international; le czar est roi de Pologne en vertu des traités.

De quels traités s'agit-il? Quels sont, dans l'Europe moderne, ceux qui sont encore debout? Sont-ce, par hasard, ceux de 1815? Mais la Belgique les a violés ouvertement lorsqu'elle s'est séparée de la Hollande. La France leur a porté une grave atteinte lorsqu'elle a chassé les Bourbons; et l'Italie les a plus grandement outragés encore en détrônant les princes de Toscane, le roi de Naples, le Souverain Pontife, et les autres petits souverains de la Péninsule, pour proclamer son unité nationale sous le sceptre de la dynastie de Savoie.

Napoléon III, à l'heure de sa toute-puissance, a lui-même jeté au monde ce cri dont le retentissement devait être si terrible: « Les traités de 1815, *il faut les détester.* » Pourquoi donc devrions-nous, seuls en Europe, respecter un pacte que tout le monde a violé sans le moindre scrupule?

On agitait récemment à la tribune du parlement britannique une question de ce genre, relativement à un traité bien autrement récent. La France, l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre avaient, en 1856, solennellement garanti l'inté-

grité du territoire ottoman. On sait cependant ce qui est advenu depuis, et comment le czar de Russie, sous prétexte de délivrer les Bulgares, a voulu réduire le Commandeur des croyants à ne plus posséder en Europe que Constantinople et sa banlieue. Qui ne se souvient encore de ces cartes d'Orient, publiées sous les inspirations directes du général Ignatieff, où la Bulgarie était tout et la Turquie plus rien? Le traité de Paris est encore debout, cependant; aucun texte formel n'est venu l'abroger. Mais que faut-il penser de sa valeur réelle, de sa force effective? C'est lord Beaconsfield lui-même qui va nous l'apprendre. En réponse à l'interpellation qui lui était adressée, l'ex-premier ministre de la reine Victoria n'a pas hésité à déclarer que les conventions de 1856 existaient encore, mais *qu'il n'était pas possible de les appliquer*. Du moment qu'une semblable excuse suffit aux ministres d'une monarchie libérale, de quel front viendrait-on invoquer contre nous la stricte exécution des traités, au profit d'un pouvoir autocratique qui ne reconnaît, pour sa part, d'autres lois, d'autres principes, que sa seule volonté?

Toute royauté, même absolue, suppose un pacte entre le peuple et le roi. Parfois tacite, mais toujours réel, ce pacte, que les monarchies de droit divin sont les premières à invoquer, repose sur les sympathies mutuelles en même temps que sur le libre consentement des populations. Depuis les chartes communales du douzième siècle jusqu'aux plébiscites annexionnistes de nos jours, le monde n'a jamais connu d'autres bases au droit monarchique. Le mode d'application a pu varier; le principe est toujours resté le même. Or, dans le cas actuel, où donc sont les sympathies mutuelles? où donc est le libre consentement des peuples? Ah! ceux-là mêmes qui nous prêchent la réconciliation avec nos despotes sont contraints de reconnaître que la Pologne, sous le régime moscovite, ne possède ni son autonomie, ni sa religion, ni sa langue. Ils avouent, dans des phrases sèches comme un pro-

cès-verbal, mais dont la roideur laconique démontre encore mieux la vérité, que ceux qui ne veulent pas abjurer la foi de leurs pères sont traqués dans les forêts comme des bêtes fauves, ou réduits à errer nu-pieds, sans asile et sans pain, le long des grandes routes, incessamment poursuivis par la lance des Cosaques. Il leur faut reconnaître que la langue polonaise est sévèrement bannie comme langue étrangère, et que quiconque veut s'en servir est considéré comme ayant commis un crime de lèse-nation.

Que serait-ce donc s'il nous était possible d'insister sur les détails, de montrer la police entrant la nuit dans les couvents de femmes, intimant aux religieuses l'ordre de se disperser immédiatement, sans même leur donner le temps de savoir où elles doivent se rendre, et refermant brusquement les portes après cette exécution brutale, afin que le soleil n'éclaire pas de ses rayons une telle infamie? Que serait-ce, si, passant aux questions de propriété, nous voulions nous arrêter à montrer l'administration russe elle-même invitant les paysans à piller les terres de la noblesse, leur en promettant le partage de la façon la plus formelle, et soulevant à un tel point les passions révolutionnaires, qu'on s'étonne de la mesure de sagesse qui a dû rester dans le cœur du peuple, pour qu'il ait résisté comme il l'a fait à de pareilles excitations?

Mais à quoi bon grossir inutilement ces pages par le récit de faits aussi monstrueux? L'Europe entière les connaît; des documents officiels, produits par les représentants des puissances neutres, les ont constatés de façon irréfutable. L'*Exposé* distribué aux membres du Congrès de Berlin les a retracés, d'ailleurs, sous les yeux de l'illustre aréopage européen; et la sage modération avec laquelle il les a présentés n'en fait que mieux ressortir la sauvage barbarie. Il y a des actes tellement contre nature que leur simple énoncé provoque au fond de l'âme une répulsion indicible; et tout commentaire, quelque

éloquent qu'il puisse être, ne fait qu'en atténuer l'horreur.

Une chose est désormais certaine. Les czars de Russie n'ont rempli à l'égard de la Pologne aucun des devoirs de la royauté. Loin de veiller à son bien-être, ils l'ont livrée en pâture à une bande de Tchिनownicks qui l'ont exploitée avidement comme une proie; ils ont semé à tous les vents sa fortune, ses lois, ses convictions, ses croyances; et, s'ils ne l'ont pas jetée mourante au fond du cercueil, toujours ouvert pour la recevoir, c'est que Dieu a mis en elle une surabondance de vitalité qui défie tous les martyres et brave tous les bourreaux. Dans leur impuissance à la tuer, ils ont tenté du moins de lui prendre ce qu'il y a de plus sacré dans l'homme : son intelligence et son cœur. Il n'est sorte d'entraves qu'ils n'aient apportées au développement de l'instruction publique; il n'est pas de procédés, si déloyaux qu'on puisse les imaginer, qu'ils n'aient mis en œuvre pour répandre parmi ses enfants ses plus grossières erreurs. Disons le mot : désespérant de la vaincre, ils voulaient l'abrutir et la déshonorer devant l'Europe civilisée. Vains efforts! La Pologne est plus fière que jamais de ses grands écrivains, de ses poètes, de ses artistes, de ses savants; ses peintres obtiennent dans toutes les expositions internationales les plus hautes récompenses; ses œuvres littéraires sont admirées du monde entier; sa valeur intellectuelle est au niveau de celle des nations les plus civilisées.

Les czars n'ont pu ni la tuer, ni l'amoindrir, ni la ruiner entièrement; mais s'il lui reste l'intelligence, la fortune et le sentiment du juste, c'est malgré eux, c'est en dépit de leurs efforts les plus persistants. Et ce seraient là leurs titres à être rois de Pologne! Mais ils répudient eux-mêmes cette qualification, qui leur semble malsonnante. Pour eux, ce pays, qu'ils sentent frémir et s'agiter sous leur sceptre imposé, n'a plus d'existence légale. Ils ont fait disparaître son nom de la carte d'Europe : de par leur volonté souveraine la Pologne du con-

grès se nomme actuellement le *pays de la Vistule*. Ainsi, de leurs propres mains, ils ont achevé de détruire ce qui pouvait leur conférer encore une apparence de droit. Les traités n'existent plus : ce sont eux-mêmes qui les ont déchirés.

La couronne des Jagellons, de Sobieski et de tant d'autres héros légendaires, est légalement vacante. La nation est rentrée dans son droit primordial de l'offrir au plus digne. Voilà pour la première objection.

Celle qui prétend invoquer une fraternité slave est-elle mieux fondée? Le serait-elle, disons-le bien vite, que ce ne serait pas encore un argument suffisant. Les Bohêmes et les Serbes sont Slaves au même titre; allez-vous songer, par hasard, à leur donner le même roi? Les Bulgares appartiennent au slavisme comme une partie de nos populations dalmates; allez-vous prolonger la Bulgarie jusqu'aux rives de l'Adriatique? C'est là, nous le savons bien, la théorie moderne. Mais la conscience de l'Europe se soulève à la seule pensée des dangers que le panslavisme ferait courir à ses libertés, à ses mœurs, à sa civilisation.

Mieux vaudrait encore pour elle la domination germanique, qui, à côté de son despotisme brutal, peut du moins invoquer en sa faveur une culture intellectuelle suffisamment avancée.

Qu'on se rassure, d'ailleurs; les peuples d'Orient n'auront pas l'ennui de choisir entre ces deux autocraties. Le monde moderne ne veut ni de l'une ni de l'autre. Ses traditions, d'accord avec ses tendances et ses véritables aspirations, repoussent à la fois la germanisation à outrance et le panslavisme russe. D'un côté comme de l'autre elle voit un danger pour ses libres institutions. Or ce fut précisément le rôle de la Pologne de former au moyen âge, et dans les premiers siècles de l'histoire moderne, un rempart vivant contre toutes les barbaries, une arme défensive contre tous les despotismes. Lorsque ses héroïques phalanges venaient sous les

murs de Vienne arrêter l'invasion ottomane, ou lorsqu'elles allaient jusqu'à Moscou prélever le tribut qu'elles avaient imposé aux chefs des hordes tartares, il n'était question, à coup sûr, ni de panslavisme, ni de domination à exercer sur l'Orient chrétien au nom de la sainte Russie. Pourquoi donc changerions-nous d'idée aujourd'hui? A quel titre nous ferait-on reconnaître la prétendue mission d'un peuple qui est notoirement inférieur à tous les autres en civilisation? Qu'avons-nous besoin au surplus de recourir à ces arguments? Nos traditions nationales suffisent pour trancher la question. Jamais la Pologne ne s'est considérée *comme une puissance slave*.

A toutes les époques de son histoire, elle a tourné ses regards, de façon exclusive, vers deux points lumineux qui ont constamment éclairé sa route : l'Église romaine et la civilisation occidentale. C'est dans sa foi religieuse qu'elle a puisé le secret du dévouement et la force du martyr; c'est dans son amour pour les sciences et la culture intellectuelle de l'Occident qu'elle a trouvé la gloire, et même, à certaines heures, la prépondérance littéraire. Dès le seizième siècle de l'ère chrétienne, alors qu'une partie de l'Europe en était encore à bégayer les premiers éléments de la littérature, la Pologne étonnait le monde par l'éclat que projetaient au loin ses écrivains et ses poètes. Érasme, dans ses *Lettres de Rotterdam*, ne lui marchandait pas son admiration enthousiaste. Que pouvait-elle donc, nous le demandons, avoir de commun avec les Slaves d'alors, ces peuples de serviteurs et d'esclaves, comme l'a dit Hebble?

Certes il ne faudrait pas que l'on pût se méprendre sur notre pensée. Nous n'entendons nullement établir des catégories de peuples, dont les uns devraient avoir toutes les franchises, tandis que les autres demeureraient opprimés. Rien n'est plus contraire à nos intentions. Nous n'admettons qu'une seule règle, et nous désirons la voir appliquée à tous, sans la moindre exception. Justice et liberté pour la Pologne;

c'est là notre idéal, c'est le but suprême de nos efforts. Mais nous ajoutons en même temps : Justice et liberté pour tous. Gardons-nous bien d'être égoïstes ou illogiques ; ce serait une faute impardonnable. Ne donnons à personne le droit de se dire opprimé par les Polonais, et renonçons, par exemple, à gouverner les Ruthènes, s'il est vrai que leur union avec nous leur soit antipathique.

C'est là, nous ne l'ignorons pas, une question aussi délicate que compliquée. Nous y reviendrons plus loin avec les détails qu'elle mérite. Pour l'instant, nous ne faisons que l'indiquer afin de bien préciser notre point de vue. A chaque nationalité son autonomie ; à chacune ses droits historiques. Nous ne demandons pas autre chose pour la Pologne, à qui nous ne saurions trop conseiller de savoir se concentrer sur elle-même sans regarder au dehors ; mais nous le demandons également pour les autres nationalités. Que tous les peuples de la péninsule des Balkhans soient admis à jouir en toute plénitude de leur indépendance et de leurs droits nationaux ; c'est tellement simple, tellement naturel, que nous ne pensons pas qu'il y ait à cet égard la moindre contestation.

Chaque fois qu'une nation opprimée demande à briser ses fers, que l'Europe intervienne et lui donne la liberté ; ce n'est pas nous, à coup sûr, qui voulons y trouver à redire. Tout au plus ferions-nous observer que parfois il se rencontre de grandes nations qui exportent la liberté au dehors, sans avoir le bon sens de la réclamer d'abord pour elles-mêmes. Mais sur ce point nous sommes sans inquiétude. Certaines idées sont tellement contagieuses que l'on ne peut y toucher sans les répandre partout.

La Russie a cru devoir se faire la libératrice des Bulgares ; sans y songer peut-être, elle a préludé ainsi à sa propre libération. Donc, encore une fois, que l'on sème l'indépendance et la liberté chez les peuples slaves comme partout ailleurs ; et, loin d'y contredire, nous y applaudirons des deux mains.

Mais il n'est pas moins vrai que nous n'avons jamais rien eu de commun avec ces nationalités moscovites qui prétendent aujourd'hui à l'empire du monde.

Nos pères étaient en pleine possession de leur indépendance, et la Pologne formait déjà un grand peuple alors que les czars de Moscou devaient aller se jeter à plat ventre devant les Khans de la Tartarie. Nous possédions pleinement notre individualité politique lorsque la Russie d'aujourd'hui se composait exclusivement de hordes sauvages occupées à s'entre-tuer.

Laissons donc de côté les considérations sentimentales à l'aide desquelles certains champions du panslavisme cherchent à nous démontrer que nous devons rentrer dans le sein de la grande famille slave. Leurs philologues auront beau fouiller les vieux manuscrits et déterrer les inscriptions plus ou moins hiéroglyphiques, ils ne parviendront pas à y découvrir ce qui n'y a jamais été. Leurs hommes politiques auront beau semer les documents et inonder l'Europe de publications inspirées, ils ne feront prendre le change à personne. La Pologne conserve dans le présent la glorieuse mission qu'elle a eue dans le passé. Le jour où il plaira à la Providence de marquer son heure, elle protégera l'Europe contre les envahissements du panslavisme; c'est son rôle évident, c'est sa destination forcée. Où donc irait-on chercher un motif concluant pour l'enrôler sous une bannière qui n'a jamais été la sienne? Où donc puiserait-on des arguments pour en faire l'alliée, l'amie, la sœur de ceux qu'elle est destinée à combattre, jusqu'à ce qu'ils soient rentrés dans les steppes d'où ils n'auraient jamais dû sortir?

Nous en avons fini avec ces soi-disant fraternités. Il est temps d'arriver aux choses sérieuses. La Pologne est une individualité parfaitement distincte dans la famille européenne. Quels sont ses intérêts? De quel côté la portent ses sympathies? Où peut-elle espérer un appui? Là gît la véritable question. Nous n'en connaissons pas d'autre.

II

Un simple coup d'œil jeté sur l'état de choses actuel nous fournit du premier coup les éléments de la réponse.

« On voit sous le gouvernement autrichien, dit l'*Exposé* distribué aux membres du Congrès, toute une population de six millions d'hommes jouir avec mesure d'une liberté civile, politique et religieuse avec des tribunaux indigènes, le libre exercice de la langue nationale dans l'enseignement, l'administration et la justice. La Galicie offre le spectacle d'une province bien organisée; et ses députés, par leurs votes, prouvent leur sollicitude pour la puissance de la monarchie et l'honneur de la maison régnante, qui a su inspirer aux Polonais des sentiments de respect et de reconnaissance. »

La brochure que nous avons citée plus haut (*la Russie et la Pologne*), en dépit de ses tendances panslavistes, s'exprime plus nettement encore, s'il est possible :

« Les pourparlers engagés entre l'Autriche et la Prusse, dit-elle en propres termes, ouvrent de nouveaux horizons à la question polonaise. La Prusse se croit assez forte pour ne pas ménager l'élément polonais; elle l'écrase sous son despotisme unitaire. Il n'entre pas dans notre sujet de tracer l'horoscope de la question polonaise en Prusse; mais il est évident qu'il n'y a pas de place pour les Polonais dans la monarchie militaire des Hohenzollern..... Tout autrement agit l'Autriche. Sa constitution presque fédérative lui permet de donner à

chacune des nations composant l'empire, non-seulement une large autonomie administrative, mais des libertés politiques très-enviables.

« Les Polonais de Galicie jouissent, à l'heure qu'il est, d'une situation privilégiée par rapport à leurs frères placés sous la domination russe; ils voient leur langue honorée et respectée, leur religion s'exerçant sans entraves, leurs écoles florissantes et prospères, leurs représentants admis à siéger dans les conseils de la couronne, leur aristocratie caressée et choyée, et les membres de la famille impériale (?) faire en Galicie une propagande productive en faveur de la dynastie des Habsbourg. Il est aisé de prévoir que cette politique équitable et libérale doit porter ses fruits. »

Sauf le passage assez étrange relatif à une soi-disant propagande à laquelle se livreraient des princes qu'aucun Polonais, en tout cas, n'a vus à l'œuvre sous ce rapport, tout ce qui précède est rigoureusement exact ! La conclusion surtout est d'une vérité frappante. A moins de supposer un peuple atteint tout entier d'un aveuglement irrémédiable, il est clair que la justice et l'équité doivent porter leurs fruits. Ce n'est pas seulement notre avis; c'est à coup sûr celui de quiconque envisage la situation avec une entière bonne foi; et c'est précisément parce que sous n'aurions pu mieux dire que nous n'avons pas craint de prolonger cette citation. Par quelle étrange logique celui qui a tracé ces lignes se retourne-t-il brusquement du côté de la Russie, après avoir ainsi rendu un complet hommage à l'Autriche-Hongrie et à la dynastie des Habsbourg ? Ce n'est pas notre affaire, et nous perdriions vainement notre temps à le rechercher.

Qu'il nous suffise de constater ici que, de l'aveu même des panslavistes, la Galicie, en tant que province autonome, n'a rien à envier à personne. Elle jouit de toutes les libertés modernes avec une entière plénitude, et tend visiblement à devenir le foyer où viendront se retremper tour à tour,

afin de s'unir dans un commun effort, les éléments épars de notre nationalité.

Rien ne nous sépare des Habsbourg. Il n'y a entre eux et nous aucun de ces souvenirs douloureux qui rendent parfois impossibles les rapprochements les plus désirables. La Pologne, au temps de son indépendance, n'a jamais eu de guerre avec l'Autriche. Il est vrai qu'alors les souverains de ce grand empire étaient avant tout empereurs d'Allemagne. Sans cesse obligés de porter leurs regards de ce côté pour calmer les passions politiques et religieuses qui ont déchaîné de si terribles guerres civiles, ils ne songeaient pas qu'un jour la force des choses les contraindrait à s'occuper, au contraire, de l'Orient chrétien, et d'y remplir une mission providentielle. Nul ne prenait au sérieux, à ce moment, les rêves ambitieux des czars de Pétersbourg; et la Pologne, pour sa part, ne donnait à ses voisins aucun motif d'inquiétude. Mais il n'est pas moins résulté de cet état de choses que jamais nos intérêts ne se sont trouvés en désaccord immédiat avec ceux de l'Autriche; jamais un sentiment de haine ou de jalousie n'est venu se produire entre les deux nations et leur mettre les armes à la main l'une contre l'autre. L'histoire n'a enregistré dans ses annales aucune collision dont le souvenir puisse être un embarras pour la politique actuelle des deux pays.

Les escapades de Maximilien et ses défaites près de Byczyn ne peuvent être d'aucun poids dans la balance. Ce n'était pas là, en effet, une guerre véritable; ce n'était pas une lutte de nation à nation; c'était une simple aventure tentée par un prétendant, à ses risques et périls, et qui ne mérite même pas la peine qu'on s'y arrête longuement. Nos rois, au surplus, s'unissaient volontiers par des mariages avec la maison de Habsbourg. Plusieurs archiduchesses de cette antique et glorieuse lignée se sont assises sur le trône de Pologne. En même temps qu'elles l'embellissaient par

leurs charmes, elles semaient dans la population, par leur grâce et leur bonté, des germes précieux de sympathie entre les deux pays.

Un autre motif, plus puissant peut-être à lui seul que tous les autres, pousse irrésistiblement la Pologne vers l'Autriche : c'est la communauté de croyances religieuses. Que l'on se place à quelque point de vue que l'on voudra pour scruter les ténèbres de l'avenir ou pour étudier les leçons du passé, que l'on mette au premier rang les intérêts de la liberté ou les nobles préoccupations du patriotisme, il est toujours et quand même une chose absolument impossible : c'est d'enlever à un peuple les traditions de son histoire. La nôtre est assez glorieuse, et nous avons conquis par d'assez longues souffrances le droit d'en être fiers, pour nous y rattacher avec une pieuse fidélité. Ce n'est peut-être même que parce qu'il s'est rencontré, sur divers points de l'Europe, quelques-uns de nos compatriotes qui ont donné tête baissée dans d'autres doctrines, que certaines sympathies se sont retirées de nous et que l'on nous a pris bien à tort pour des révolutionnaires incorrigibles.

Rien n'est plus conservateur, au contraire, que le véritable esprit polonais. Sans doute il ne sépare pas, dans sa pensée, l'esprit de sacrifice et le respect à la loi des aspirations libérales qui sont l'essence même des sociétés modernes ; mais n'est-ce pas là le conseil que donne en ce moment même à toute la chrétienté l'auguste vieillard qui porte si dignement, au Vatican, la tiare de saint Pierre ? L'histoire de la Pologne est intimement liée à celle du catholicisme dans l'Europe moderne. C'est aux pieds de la croix qu'elle a puisé le courage de lutter contre ses bourreaux dans le présent, après y avoir trouvé dans le passé des leçons de chevalerie, d'héroïsme et de grandeur. C'est en protégeant la chrétienté contre les assauts que venaient livrer à ses institutions les barbares de l'Asie, que nos princes ont conquis les plus beaux

fleurs de leur couronne; et notre civilisation tout entière s'est inspirée des doctrines du catholicisme libéral. Ce n'est pas à l'heure où la question religieuse joue un si grand rôle en Europe que l'on contestera la puissance de pareilles attaches; ce n'est pas à l'heure où les tribunes de tous les Parlements retentissent d'éloquents appels au combat sur le terrain des croyances que l'on pourra méconnaître les profondes racines jetées dans le cœur d'un peuple par la foi traditionnelle de ses ancêtres. Et s'il nous fallait encore invoquer d'autres arguments, est-ce que l'acharnement avec lequel nos persécuteurs cherchent à déraciner chez nous les croyances catholiques ne sont pas la preuve la plus concluante que nous devons nous y rattacher avec une ferme et loyale persistance?

De tous les griefs que nous avons contre la Russie, celui d'être schismatique et d'avoir voulu nous imposer l'apostasie est le plus impardonnable de tous; c'est celui qu'elle a inscrit dans nos cœurs et dans nos consciences avec les traits les plus ineffaçables. De tous les motifs qui nous rendent, au contraire, l'Autriche et sa dynastie profondément sympathiques, c'est là le plus puissant; c'est le plus conforme à l'intelligence et aux sentiments intimes des populations. Lorsqu'elles voient le peuple autrichien s'agenouiller au pied des mêmes autels et formuler les mêmes prières, elles sentent immédiatement s'établir entre elles et lui un de ces courants affectueux contre lesquels toutes les déclamations hostiles demeurent absolument impuissantes.

Si la Russie, depuis un siècle, avait juré de détruire de ses propres mains les liens si fragiles qui pouvaient exister entre elle et la Pologne, elle n'aurait pu mieux faire qu'en déportant, comme elle l'a fait, les évêques, en exilant des centaines de prêtres en Sibérie, en voulant imposer la religion grecque à des enfants nés *d'un père catholique*, et finalement en décrétant, dans une heure d'aberration capricieuse, que les

catholiques russes, par le seul fait de leur croyance, seraient privés de l'exercice des droits accordés dans leur province aux habitants d'une autre confession.

Il y a un fait des plus significatifs, et sur lequel les philosophes ont plus d'une fois appelé avec raison l'attention du monde. Les souverains despotiques et les révolutionnaires d'une certaine école ont exactement recours aux mêmes procédés. Les uns disent à leurs fidèles : le cléricanisme, c'est l'ennemi. Les autres déploient toute leur puissance et font appel à tous les moyens dont ils peuvent disposer pour courber sous leur joug la conscience des peuples. Ni les uns ni les autres, fort heureusement, ne peuvent aboutir au résultat qu'ils désirent si ardemment. De toutes les libertés humaines, celle de la conscience est la plus inaliénable; et les soi-disant libéraux qui veulent détrôner Dieu travaillent de leurs propres mains aux restaurations monarchiques, de même que les autocrates qui veulent imposer aux peuples une religion toute faite ne font autre chose que de les jeter eux-mêmes dans les bras d'une Puissance voisine, où ils savent trouver la tolérance, la justice et le respect de leur foi.

Si l'on pouvait du moins objecter que sous prétexte d'idée religieuse, le sentiment national se perd et s'évapore! C'est là, nous le savons bien, le grand cheval de bataille de certains théoriciens modernes. Oubliant trop aisément qu'ils ont les premiers, à certaines heures, réclamé hautement la suppression des frontières et l'abaissement de toutes les barrières qui séparent les peuples, ils affirment que le catholicisme détruit dans les âmes l'idée de la patrie. Ce serait, à coup sûr, un puissant argument en faveur de ses adversaires si de telles affirmations venaient à s'appuyer sur des bases sérieuses. Mais, il est à peine nécessaire de le rappeler, c'est précisément le contraire qui est la vérité. Où donc avons-nous vu surgir ces étranges idées du cosmopolitisme international, si ce n'est dans les rangs de ceux qui ont absolument renoncé

à toute croyance et dit volontairement adieu à toute religion ? Quelle est en Europe l'association qui supprime le plus nettement les idées de patrie pour y substituer le culte de la grève universelle, si ce n'est l'*Internationale*, si tristement célèbre par les ruines qu'elle a déjà amoncelées à Paris, en Espagne et ailleurs ? Où trouverons-nous, au contraire, des exemples d'un patriotisme plus ardent et plus pur que parmi ceux qui ont conservé intacte, au fond de leur âme, la religion de leurs pères ?

La France elle-même n'en a-t-elle pas fait l'expérience durant sa lutte sanglante contre l'Allemagne en 1870 ? A la tête des légions de volontaires qui ont si noblement versé leur sang sur les champs de bataille, qui donc a-t-on retrouvé presque partout ? Des héritiers de grandes familles, des nobles, des Vendéens, des Bretons, qui marchaient bravement sous les drapeaux républicains, sans autre préoccupation que celle de sauver avant tout l'honneur de la France ! Dans les sorties que le général Trochu a tentées à diverses reprises autour de Paris, quels sont les régiments qui se sont battus avec le plus d'ardeur, alors que l'armée régulière était démoralisée par de récents échecs ? Les mobiles bretons qui ne demandaient qu'à se faire tuer en défendant la capitale, et n'ont montré parfois des velléités de désobéissance que dans un seul cas, à savoir lorsque sonnait l'heure de cesser le combat.

Mais sans sortir de notre pays pour chercher ailleurs des exemples frappants, est-il une province polonaise où le sentiment national soit plus vivace qu'en Galicie, c'est-à-dire dans la province où la religion catholique jouit de la plus entière liberté ? Est-ce que nos prêtres ne sont pas les premiers patriotes du pays ? Est-ce que la noblesse, la bourgeoisie, le peuple et le clergé ne sentent pas leur cœur battre à l'unisson, mettant de côté toute idée de division ou de luttes intestines pour travailler ensemble au développement du bien-être et de

la prospérité générale? Cherchez une contrée, dans toute l'Europe, où la liberté soit plus grande et où l'on soit moins tenté d'en abuser. Cherchez-en une où le gouvernement ait laissé plus d'autonomie à la population indigène et où il soit cependant plus respecté.

On nous accuse parfois, en Europe, de n'avoir pas le tempérament conservateur. Parce qu'il a plu à quelques enfants perdus de notre démocratie d'aller s'enrôler à l'aventure sous le drapeau de la révolution, on a voulu prétendre que nous étions un peuple ingouvernable. On a surtout cherché à répandre partout la conviction que nous étions absolument incapables de jouir du *self-government*. Eh bien! nous le demandons à tout homme de bonne foi, quiconque a visité la Galicie peut-il émettre de pareilles allégations? De nombreux journaux s'y impriment en langue polonaise; en est-il un seul qui prêche des idées subversives ou qui cherche à ébranler, de quelque façon que ce soit, les bases de l'administration? Des assemblées librement élues, sous le nom de diètes, discutent les affaires du pays. Les voit-on sortir de leur sphère, et s'engager dans des débats nuageux comme ceux qui ont lieu trop souvent dans d'autres régions? Quand leur est-il arrivé de perdre un seul instant de vue les intérêts spéciaux qui leur sont confiés? Les députés galiciens siègent au Reichsrath de Vienne. Les voit-on s'écarter de la ligne politique, à la fois sage et digne, prudente et habile, qui leur est en quelque sorte imposée par l'instinct de la nation tout entière? Ne savent-ils pas, en toute circonstance, concilier de la façon la plus heureuse leur dévouement à la dynastie qui leur a conféré les droits d'hommes libres avec les aspirations nationales de la Pologne, que nul en Autriche ne songe sérieusement à contester? Il existe parmi eux, à coup sûr, des nuances bien diverses; les uns sont tout dévoués aux principes démocratiques, tandis que d'autres représentent plus spécialement les idées conservatrices. Mais

dans l'ensemble de leur conduite ne trouve-t-on pas, a suprême degré, les éléments d'ordre social qui font si grandement défaut dans le vaste empire des czars? S'il est un pays au monde où ni le socialisme ni le nihilisme n'aient jamais pénétré, n'est-ce pas précisément la Pologne? Et ici nous entendons la Pologne tout entière, celle du Congrès aussi bien que la Pologne autrichienne. Qu'il nous soit permis, à ce sujet, d'ouvrir une parenthèse, et de nous enorgueillir d'un témoignage solennellement rendu à notre pays dans une circonstance qui est encore présente à toutes les mémoires. Lorsque la nouvelle du dernier attentat commis contre le czar au Palais d'hiver s'est répandue brusquement en Europe, un même sentiment s'est emparé de tous les esprits. La destinée tragique qui semble poursuivre le souverain absolu de soixante-dix millions d'hommes a inspiré à tous les penseurs les mêmes réflexions. Où donc ce potentat, que de si nombreux gardes environnent, que des milliers de Cosaques et d'agents de police entourent en quelque sorte d'un cordon sanitaire, mais qui sent malgré tout le sol trembler partout sous ses pas, où donc pourrait-il reposer, ne fût-ce qu'une heure, sa tête en sûreté? Son palais est miné; les voies ferrées qu'il traverse cachent des tonneaux de dynamite sous leurs rails. Ni à Pétersbourg ni à Moscou sa vie n'est à l'abri d'un coup de main. Un seul point dans son immense Empire, ont répété le même jour diverses feuilles publiques, lui offre un abri sûr, un asile inviolable; c'est la capitale du royaume qu'il a martyrisé, l'ancienne résidence des rois de Pologne; c'est Varsovie. Là seulement le nihilisme n'a pas d'adeptes; là seulement les idées sauvages et les principes destructeurs de l'Internationale n'ont jamais pénétré. Depuis lors une sorte de trêve s'est produite; le calme s'est fait momentanément. Mais l'impression de la première heure est toujours restée. Dans tout l'empire russe il n'y a qu'un seul point où le czar n'ait à redouter aucun attentat. C'est le royaume de Pologne.

Son pouvoir y est maudit; ses lois y sont détestées; mais sa personne y sera sauvegardée par la loyauté du caractère national. Et l'on oserait dire qu'un peuple qui mérite de tels hommages publics, qui justifie de tels témoignages de confiance, est un peuple de révolutionnaires, d'exaltés, de gens peu pratiques n'ayant rien appris ni rien oublié! Ne perdons pas notre temps à répondre. La conscience publique a déjà répondu pour nous. Chacune de nos insurrections a été froidement provoquée par un pouvoir dénué de sagesse, de modération et de bon sens. Si le czar Alexandre n'avait pas modifié, sans motifs plausibles, la constitution libérale de 1815, l'insurrection de 1831 n'aurait pas éclaté. Si, plus tard, les gouverneurs de Varsovie n'avaient pas surexcité la population par un ensemble de mesures arbitraires et vexatoires, celle de 1863 n'aurait pas eu de raison d'être.

Le calme profond qui règne en Galicie, la sagesse avec laquelle la population s'y occupe exclusivement d'augmenter sa fortune et son bien-être, sans autre préoccupation que de jouir en paix des libertés qu'elle possède, sont à notre avis une réponse suffisante à toutes les objections. Quand les Polonais sont traités en hommes libres, ils donnent l'exemple de toutes les vertus qui constituent le citoyen, tel que l'entendent nos temps modernes. Quand ils rencontrent une dynastie, comme celle des Habsbourg, qui leur témoigne de loyales sympathies, ils lui rendent en affection et en dévouement ce qu'elle fait pour leur bonheur et leur prospérité.

Mais, dira-t-on peut-être, ce que l'Autriche-Hongrie fait actuellement pour vous est une conséquence forcée de sa situation. Elle n'a pas toujours pratiqué cette politique libérale et conciliante. Ou trouvez-vous, en un mot, dans le passé les garanties de l'avenir ?

L'objection est sérieuse. Elle mérite qu'on s'y arrête ; car nous ne prétendons nullement, en effet, qu'il faille nous livrer sans garanties. Agir de la sorte, ce serait faire preuve de cette confiance aveugle que nous blâmions au début et qui a toujours mené jusqu'ici notre malheureuse patrie aux abîmes. Ce serait oublier les leçons de l'expérience et dédaigner l'exemple que nous donnent chaque jour les autres nationalités de l'empire. Toutefois, avant d'aborder plus à fond ce côté de la question, nous devons répondre avant tout qu'il n'existe à notre avis aucun désaccord entre le présent et le passé. L'histoire est là, sous nos yeux, pour nous montrer, à toutes les époques et sous tous les règnes, l'empire d'Autriche beaucoup plus sympathique envers la Pologne que toute autre Puissance en Europe. Il n'a pas toujours, sans nul doute, manifesté ses sympathies de façon aussi bruyante ; il n'a pas promené notre drapeau dans les rues de sa capitale pour guider les envahisseurs d'une assemblée délibérante. Mais, l'heure venue d'agir, sa dynastie s'est toujours montrée entièrement prête à faire pour nous tout ce qui était possible, tout ce qui était utile.

Remontons, par exemple, un demi-siècle en arrière ;

reportons-nous par la pensée à l'époque de la grande insurrection de 1831. Nous en avons déjà indiqué la cause.

Après avoir donné à la Pologne du Congrès une constitution libérale, en 1815, le czar Alexandre avait cru pouvoir la modifier à son gré dans le sens autocratique; il avait de ses propres mains déshonoré son œuvre, en supprimant les libertés généreusement accordées. Son successeur, Nicolas, était dès la première heure entré plus audacieusement encore dans les voies de la compression. Cet empereur hautain et sévère, dont l'orgueil devait être brisé plus tard par les défaites de Crimée, portait si haut, dans le début de son règne, la notion du pouvoir absolu, qu'il se croyait sincèrement l'égal de Dieu; il en était arrivé à regarder sa volonté comme l'expression vivante, prédestinée, des desseins providentiels. Sous un tel maître, la Pologne se vit peu à peu dépouillée de ce qui lui restait encore de ses libertés. Pour Nicolas, il n'y avait pas d'hommes libres; il n'y avait que des sujets. Les conseillers qui avaient jusqu'au bout fidèlement servi, malgré ses erreurs et ses fautes, le czar Alexandre I^{er}, furent les premiers à protester contre le régime terroriste appliqué par son successeur; et la population, voyant ses chefs naturels s'éloigner du trône, courut aux armes pour revendiquer ses droits si dédaigneusement méconnus. Hélas! en dépit de son héroïsme incomparable, en dépit de l'ardeur enthousiaste que montrèrent à la fois le peuple et la noblesse pour repousser de leur sol les ennemis éternels de leur indépendance, les défenseurs de nos libertés furent écrasés sous le nombre; et le fouet des persécuteurs vint traîtreusement achever ce que n'avait pu faire l'épée des combattants. Les chemins de la Sibérie se couvrirent d'exilés, marchant péniblement vers la région des frimas sans que leur courage fût abattu par cet excès d'infortune. Le long martyrologe de la Pologne eut à enregistrer de nouveaux actes d'une cruauté inouïe.

Mais avant que l'heure fatale eût sonné, avant que l'Europe, indifférente et stoïque, eût en quelque sorte sanctionné par son silence étrange les iniquités du czarisme triomphant, de nobles tentatives avaient été faites pour venir en aide aux valeureux champions de notre nationalité. La Hongrie, émue de pitié pour des souffrances jusque-là sans exemple, avait senti se réveiller en elle ses vieilles haines contre les despotes du Nord. Mieux que personne, d'ailleurs, les chevaleresques enfants du royaume de saint Étienne comprenaient ce qu'il y a de saint et de sublime dans les luttes pour l'indépendance; et d'un bout à l'autre du pays un frisson d'enthousiasme faisait battre tous les cœurs au récit des premiers exploits accomplis par nos héroïques phalanges. Si la noblesse hongroise avait pu, à ce moment, suivre en toute liberté ses inspirations, on l'aurait vue se précipiter tout entière au secours de la vaillante nation qui luttait si intrépidement contre les armées du czar. Il n'est pas de sacrifice qu'elle n'eût fait pour l'aider à briser ses fers. Ni le sang ni l'argent n'eussent été épargnés pour établir, aux yeux du monde, la fraternité de sentiments, la communauté d'idées, l'union intime des aspirations et des croyances. On le vit bien par ce qu'elle fit quand même, en dépit de tous les obstacles qui s'opposaient à l'accomplissement de ses généreux efforts.

De nombreux volontaires franchirent la frontière et vinrent s'enrôler sous les drapeaux de la Pologne insurgée. Des officiers hongrois n'hésitèrent pas à donner leur démission et à quitter le service de l'État pour aller mettre leur épée à la disposition des défenseurs de la liberté. Quelques-uns même, ne parvenant pas à obtenir la permission de quitter l'armée, abandonnèrent secrètement leur régiment pour se joindre aux cohortes polonaises. L'influence de cet exemple fut tellement contagieuse, qu'on vit jusqu'à des élèves du Thérésianum et de l'Académie militaire franchir également les Carpathes, et s'enrôler sous les drapeaux qu'illustrait tant de



vailleance, de patriotisme et de dévouement. Nul, on peut le dire, ne resta indifférent à cette lutte, vraiment digne des sympathies de tous les nobles cœurs. Ceux qui ne pouvaient pas soutenir en personne les Polonais voulurent du moins contribuer à les aider par des envois d'armes et d'argent. On leur fit passer des provisions de toute nature; et des sociétés se formèrent sur toute la surface du pays pour leur procurer des moyens de continuer la guerre. Ce n'était pas chose facile cependant. Le cabinet de Vienne avait proclamé le principe de non-intervention et s'efforçait de garder strictement la neutralité la plus absolue entre les belligérants. Il avait échelonné des corps de troupes pour surveiller la frontière; et les généreux protecteurs de l'insurrection nationale se voyaient contraints de déployer autant d'habileté que de zèle et de constance pour arriver à déjouer les efforts de ce cordon sanitaire. Ils le firent cependant avec un tel succès, que pendant longtemps la plupart de leurs envois parvinrent heureusement à destination. Cependant on sentait bien que des efforts individuels, si énergiques qu'ils pussent être, ne pourraient pas longtemps suffire. On comprenait qu'ils arriveraient tout au plus à démontrer les sympathies de la nation hongroise et à mettre en lumière sa bonne volonté, mais qu'ils ne donneraient aux combattants qu'un appui fort insuffisant. Or la Hongrie désirait ardemment, elle désirait de toute son âme le triomphe de la Pologne; et elle cherchait les moyens de la faire secourir officiellement par le pays tout entier. Dans de nombreux comitats, des réunions publiques eurent lieu pour discuter cette question; et le célèbre historien Michel Horvarth nous a transmis le texte des adresses qui furent alors déposées au pied du trône, en vue de demander loyalement au souverain aide et protection pour un peuple martyr. « Ces adresses, dit avec raison l'éloquent écrivain, méritent de figurer dans les annales de notre pays. On peut les citer avec orgueil comme de nobles expressions

de l'esprit libéral de notre grande nation hongroise. » Citons-ici, d'après l'historien magyar, une de ces adresses, signée par tous les notables habitants du comitat de Bars. Elle démontrera clairement que les sympathies entre Hongrois et Polonais ne datent pas d'aujourd'hui, qu'elles existent, au contraire, depuis de longues années, et ont dans le cœur des deux nations des racines indestructibles.

« Il nous est impossible, dit le comitat de Bars, de ne pas nous intéresser du plus profond de notre âme au sort d'une nation voisine et amie, à qui nous avons jadis donné des rois, qui nous en a donné à son tour, et qui par la sainteté de sa cause a nos affectueuses sympathies. Pouvons-nous oublier qu'autrefois ses armées victorieuses, unies à celles du duc Charles de Lorraine, le glorieux ancêtre de Votre Majesté, ont chassé les étendards du Croissant qui déjà flottaient en vue de la capitale, rendant ainsi aux princes de Habsbourg leur trône, aux peuples leur liberté et à notre chère patrie l'espérance d'un meilleur avenir !

« En songeant à de tels bienfaits, à l'heure même où la destinée frappe si douloureusement le peuple polonais, nous sommes confondus de cette mobilité des choses, qui fait que nous ressentons aujourd'hui la nécessité d'offrir notre secours à ceux qui nous ont si vaillamment défendus jadis. L'histoire est la meilleure conseillère de la politique. Nulle autre ne saurait donner d'aussi sages leçons. En nous montrant les mêmes événements qui se répètent sans cesse sous différents noms, elle nous fait toucher du doigt les fautes et les erreurs de ceux qui nous ont précédés dans la vie. Quand nous suivons, en effet, les phases de la lutte engagée par la Porte Ottomane contre l'empire byzantin, il est impossible de ne pas reconnaître quelle lourde faute on a commise en abandonnant cet empire, en le livrant à ses seules ressources, jusqu'à ce qu'il ait été détruit par les Turcs et soit tombé en nous léguant comme héritage un sort pareil au sien. Un tel

exemple ne nous indique-t-il pas clairement la nécessité de dresser enfin des barrières devant ce colosse du Nord, qui grandit sans cesse, non pas par des héritages, non pas par le libre consentement des peuples, mais uniquement par la force des armes? En payant à la Pologne notre tribut de reconnaissance, en allant défendre ce peuple qui a si vaillamment combattu pour notre indépendance, *nous ne ferions donc que nous défendre nous-mêmes*. Si nous l'abandonnons aujourd'hui, nos enfants se verront livrés sans défense aux coups de ce même adversaire; et il n'y aura plus de Sobieski pour les sauver.

« Plus nous sommes pénétrés de ces pensées, plus nous considérons comme un devoir impérieux de prier Votre Majesté de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour détourner le danger qui menace une nation qui a si bien mérité de la maison de Habsbourg. Que Votre Majesté daigne convoquer le Parlement, et s'entendre avec son peuple fidèle, pendant qu'il est temps encore, pour venir efficacement au secours de la Pologne. En attendant, nous supplions Votre Majesté de révoquer les ordonnances qui mettent obstacle aux communications, si restreintes d'ailleurs, entre notre pays et la Pologne du Congrès. »

Il est difficile, aujourd'hui encore, de lire de sang-froid de pareils documents. Oui, les signataires de cette adresse l'ont dit avec un irrésistible accent de vérité, — l'histoire est la meilleure conseillère de la politique; et, en nous transmettant le texte qu'on vient de lire, Michel Horwarth nous en a fourni une nouvelle preuve. Si l'on avait écouté les supplications de la Hongrie, si l'on avait dressé il y a quarante ans, comme elle le demandait, des barrières infranchissables devant le colosse du Nord, est-ce qu'on n'eût pas du même coup délivré l'Europe entière de ce perpétuel cauchemar que l'on nomme la question d'Orient? Si l'Autriche eût résolument marché, dès la première heure, au secours de la

Pologne, est-ce qu'elle serait actuellement dans la nécessité de se tenir sans cesse l'arme au pied, surveillant d'un œil inquiet tout ce qui se passe dans la péninsule des Balkhans? Ce n'était donc pas seulement un acte de chevaleresque reconnaissance qu'entendaient accomplir les habitants du comitat de Bars; c'était bien vraiment, comme ils le disaient, un acte de protection individuelle et de défense personnelle.

C'est un point de vue que l'on oublie trop aisément lorsqu'il est question de la Pologne. Bien des gens qui ont cependant la prétention d'être des esprits sérieux et des hommes politiques de premier ordre affectent de croire qu'il s'agit uniquement de réaliser les rêves d'un peuple enthousiaste et intéressant. Dédaigneux des leçons de l'histoire, ils condamnent eux-mêmes l'Europe à de perpétuelles agitations, en feignant d'oublier que le colosse du Nord ne s'arrêtera jamais dans sa marche, s'il n'y est contraint par la résistance opiniâtre d'un peuple qui est le rempart nécessaire de la civilisation moderne.

Dès 1831, la Hongrie le comprenait mieux que personne; et l'adresse du comitat de Presbourg exprimait, plus éloquemment que nous ne pourrions le faire, ces idées si justes, si merveilleusement démontrées par l'histoire, et mises en oubli cependant avec une si inconcevable légèreté.

« C'est le moment ou jamais, est-il dit dans cette remarquable adresse, de *songer à la sécurité de l'avenir*. A l'heure où la nation polonaise combat avec un tel héroïsme pour la liberté, nous croyons devoir appeler respectueusement l'attention de Votre Majesté et celle de la nation tout entière.

« Nous ne voulons pas rappeler ici les motifs qui nous y déterminent. Le monde n'a pas oublié, en effet, *que c'est au gouvernement de Votre Majesté qu'est revenu principalement l'honneur d'avoir, au Congrès de Vienne, rétabli dans une certaine mesure et garanti l'existence de la Pologne.*

« Il nous semble donc absolument indispensable d'intervenir énergiquement pour la défendre aujourd'hui. Nous ne doutons pas que Votre Majesté elle-même, suivant les inspirations de son cœur, ne juge nécessaire de tendre la main à cette brave et fidèle nation, et de prendre une rapide et énergique résolution. En attendant qu'il soit possible de lui donner les institutions qui assureront son avenir, il importe de lui payer notre tribut de reconnaissance et de maintenir ses droits à une libre existence. C'est ce que peut seule faire efficacement l'intervention puissante de Votre Majesté. C'est pourquoi nous vous prions respectueusement de permettre avant tout l'exportation de nos produits, pour que nous puissions en faire hommage aux combattants, et de convoquer le Parlement et les diètes, pour prendre les mesures nécessaires. »

Nous le demandons en toute franchise : chez quelle nation au monde s'est-il produit un mouvement pareil en faveur de la Pologne, à l'heure de ses luttes ardentes pour reconquérir sa liberté? Quelle autre a demandé ainsi à son gouvernement de réunir les assemblées délibérantes pour en obtenir des secours en hommes et en argent qui auraient été votés avec enthousiasme? Quelle autre a voulu aussi énergiquement voir briser les entraves qui s'opposaient à ce qu'elle donnât un libre cours à ses sympathies? Quelle autre enfin a pu rappeler avec un juste orgueil que c'était à l'Autriche surtout, à son intervention active, à sa pression puissante, que la Pologne a dû de voir, au congrès de Vienne, ses droits historiques reconnus, au moins en partie?

Quelle fut, en présence de ces manifestations spontanées de l'opinion publique, l'attitude du cabinet de Vienne? C'est encore Michel Horwarth qui nous l'apprend; et pour bien apprécier la portée de ses déclarations, il faut se souvenir qu'il était l'ami de Kossuth, qu'il a été l'un des ministres du dictateur, et que par conséquent il ne peut pas être soup-

conné d'être le flatteur ni le complaisant historiographe du prince de Metternich. Or, il affirme cependant avec la plus grande énergie qu'en dépit des liens si gênants de la Sainte-Alliance, le chancelier autrichien fit preuve des plus ardentes, des plus réelles sympathies pour la cause de la Pologne. Non-seulement, dit-il, le prince de Metternich ferma volontairement les yeux, et laissa passer secrètement des armes, des munitions, des vivres, tout en affectant de prendre officiellement les mesures que lui imposait le principe de la non-intervention; non-seulement il souffrit, sur beaucoup de points, des violations flagrantes de ce principe en feignant de les ignorer; mais il fit plus : il alla plus loin et chercha très-sincèrement à donner à la Pologne un secours plus efficace.

Le chancelier de l'empereur François fit des démarches directes auprès de la France et de l'Angleterre, en faveur de la nation polonaise. Il leur proposa formellement de reconnaître et de proclamer l'indépendance de la Pologne, telle qu'elle existait au temps de Sobieski. Prévoyant bien qu'un tel résultat ne pourrait pas s'obtenir par de simples moyens diplomatiques, le prince de Metternich offrait de conclure une alliance entre la France, l'Autriche et l'Angleterre pour rétablir la Pologne par la force des armes.

C'est là un fait trop peu connu, que la plupart des historiens de l'école moderne ont, à dessein peut-être, négligé d'enregistrer, et sur l'importance duquel il n'y a cependant pas à se méprendre. La Sainte-Alliance a été longtemps considérée comme une sorte de prison, solidement verrouillée, dont le czar tenait les clefs, et dont l'Autriche n'osait même pas essayer de sortir. On a répandu dans le monde cette idée que le prince de Metternich s'était absolument identifié avec les principes de la conservation à tout prix, du despotisme gouvernemental et de la réaction. Quel est cependant, parmi les hommes d'État les plus libéraux, celui qui a jamais eu

l'audace de toucher d'une main si hardie, on pourrait dire si révolutionnaire, à la clef de voûte de l'édifice européen? Reconstituer un royaume dont trois empires s'étaient partagé les dépouilles, et rechercher pour y parvenir l'alliance des deux grandes Puissances occidentales, c'était, à coup sûr, une initiative des plus audacieuses. Elle démontre que le chancelier de l'empire d'Autriche avait les conceptions politiques aussi hardies, aussi résolues, que l'esprit juste et clairvoyant. Ne cherchons même pas à quel mobile il a pu céder en formulant de pareilles propositions.

Que ce fût une vue généreuse d'avenir ou simplement une précaution égoïste pour protéger la sécurité de l'empire dont il dirigeait les destinées, peu nous importe. Le résultat est le même. Il aboutit à démontrer qu'il faut, en tout état de cause, compter avec la Pologne, si l'on veut enfin créer en Europe quelque chose de durable. Bien des gens, à coup sûr, en étaient convaincus depuis longtemps.

L'Autriche seule a eu la franchise de le proclamer tout haut et la volonté de réaliser à un moment donné ce qu'elle jugeait utile à elle-même et aux autres.

Rendons justice au roi Louis-Philippe. Il sut comprendre, lui aussi, la grande pensée de Metternich. Bien qu'il fût encore aux prises, à cette époque, avec les difficultés inhérentes à la fondation d'un nouveau régime, le monarque français sentit que son règne, issu d'un mouvement populaire, ne saurait avoir de meilleure consécration que celle de l'appui donné à une grande infortune. Il entra en relations suivies avec le cabinet de Vienne, pour tenter de donner un corps à la pensée d'intervention qu'il avait acceptée avec empressement; et qui peut affirmer qu'aujourd'hui la Pologne ne serait pas libre, s'il s'était rencontré en Angleterre un homme d'État aussi généreux que le roi de France et le chancelier d'Autriche? Malheureusement le pouvoir était alors exercé par lord Palmerston. Cet homme d'État néfaste,

dont la renommée peut, à certains égards, être populaire dans la Grande-Bretagne, mais dont la politique ne s'est révélée au dehors que par un étroit et cynique égoïsme, fit une opposition formelle aux projets qui lui étaient soumis.

Par son entêtement inébranlable, il fit échouer le projet d'intervention, et la fatale destinée s'accomplit. L'heure de la délivrance n'avait pas encore sonné. Il était écrit là-haut que la Pologne devait encore vider plus d'une fois la coupe amère des souffrances, de l'exil et du martyre.

La Hongrie, pendant que ces négociations étaient engagées, avait continué, dans la mesure du possible, son allure secourable. Elle avait fourni aux insurgés des armes et des moyens d'existence, espérant toujours que les Puissances européennes se décideraient à mettre fin au massacre impie d'un peuple tout entier. Lorsqu'une fois la catastrophe fut accomplie, les défenseurs de la liberté durent songer à leur propre salut. Impuissants à sauver leur patrie, ils jetèrent leur épée avec des larmes de désespoir et se dispersèrent sur toutes les routes de l'Europe pour chercher un asile contre l'oppression moscovite. Un grand nombre se rendirent, comme on le sait, en France et en Belgique, où ils reçurent l'accueil sympathique qu'ils étaient en droit d'espérer de ces nations libérales et éclairées.

N'ayant pu les secourir de façon efficace, la France voulut au moins témoigner publiquement de la part qu'elle prenait à leur deuil national; et elle le fit sans contredit de telle façon que personne ne put s'y méprendre. La Hongrie, placée plus près du théâtre des événements, vit affluer sur son territoire un nombre bien plus grand encore d'émigrés. L'hospitalité qu'elle leur offrit fut digne de ses sentiments chevaleresques; elle atteignit jusqu'à la hauteur d'une véritable fraternité. Les familles nobles semblaient rivaliser de zèle et d'efforts pour faire oublier aux combattants malheureux les tristesses de la défaite et les ennuis de l'exil. Les

autorités locales, sourdes à toutes les réclamations que tenta vainement de leur adresser le gouvernement russe, assurèrent aux réfugiés la protection la plus complète et la plus efficace. Bref, en Hongrie comme en France, ils retrouvèrent, dans toute la force du terme, une seconde patrie. Est-il nécessaire d'insister longuement pour tirer de ces faits la moralité qui s'en dégage ? L'Europe entière s'est émue, sans nul doute, au récit de nos malheurs ; et le sentiment populaire s'est trouvé tellement surexcité que la mode a été adoptée (bien à notre insu et très-malheureusement pour nous), de faire des émeutes au cri de *Vive la Pologne !* Mais une seule nation nous a fourni, à l'heure du péril, un secours vraiment efficace : la Hongrie. Un seul gouvernement a pris l'initiative d'une entente européenne pour nous aider à reconquérir notre nationalité : celui d'Autriche-Hongrie.

Quoi qu'on dise ou qu'on fasse, ce sont là des souvenirs qui ne s'effacent pas de la mémoire des peuples. Or, suivant une expression aussi juste que touchante, la reconnaissance est la mémoire du cœur. Le peuple polonais se souvient, et son regret est de n'avoir pas eu plus tôt l'occasion de faire éclater au grand jour les sentiments dont il est animé.

Chaque fois que l'empereur François-Joseph visitait une des provinces de son empire, la Galicie se demandait quand viendrait son tour. A diverses reprises, ses représentants ont instamment prié le chef de l'État de céder à ses vœux, tellement elle avait hâte de joindre ses acclamations enthousiastes à celles qui accueillent sur tous les points le loyal et chevaleresque souverain. Elle a dû se résigner à attendre, cependant ; et si elle a compris avec son tact ordinaire les motifs qui ont retardé si longtemps le voyage impérial, on peut aisément deviner avec quelle joie intime elle a appris, il y a deux mois, que ces motifs avaient cessé d'exister.

Cette année, en effet, la bonne nouvelle est enfin confirmée de façon officielle. L'empereur doit visiter, au mois de sep-

tembre, Cracovie et Lemberg; et si court qu'y puisse être son séjour, il aura pour les populations, comme pour le monde diplomatique, toute la portée d'un grand événement. Personne n'ignorait que le chef de la dynastie austro-hongroise était surtout préoccupé d'éviter, à tout prix, les ovations qui l'attendaient en Galicie. Ayant conscience de sa légitime popularité, François-Joseph craignait de provoquer, de l'autre côté de la frontière, des susceptibilités trop faciles à comprendre. Aussi, par le seul fait qu'il a imposé silence à ses scrupules, la situation se trouve-t-elle radicalement changée. Du jour où il s'est décidé à donner satisfaction aux vœux si souvent réitérés des Polonais, il a été permis de conclure que la politique de la triple alliance avait bien décidément fini son temps. L'instinct populaire ne saurait s'y tromper; l'Autriche-Hongrie a repris, vis-à-vis de la Russie, sa pleine et entière liberté d'action.

Nous n'irons pas jusqu'à dire, comme on l'a fait en certains lieux, que les relations entre Vienne et Pétersbourg soient absolument tendues; ce serait exagérer. Mais il est évident qu'elles ont perdu, par la faute d'Ignatieff et des coryphées de son parti, leur ancien caractère de cordialité. Dans des circonstances solennelles, la parole qui avait été donnée à l'empereur d'Autriche a été outrageusement mise en oubli. Dès lors il s'est considéré avec raison comme entièrement dégagé, et ne s'est plus cru obligé aux mêmes ménagements. C'est là un symptôme avec lequel il faut compter dans la situation actuelle des affaires européennes; et si quelqu'un pouvait douter encore de l'impression qu'il a produite sur nos compatriotes, nous lui donnons tout simplement rendez-vous à Lemberg le 5 septembre. Il verra de ses propres yeux ce que peuvent peser dans la balance les fameux projets de rapprochement entre la Pologne et la Russie. Devant la manifestation grandiose qui ne manquera pas de se produire, toutes les illusions s'évanouiront en fumée; tous les rêves

tomberont en poussière comme un château de cartes; et la vérité se fera jour de façon triomphante. Nous ne saurions trop le redire, les sympathies mutuelles qui existent entre la Pologne et la maison de Habsbourg sont beaucoup plus vivaces qu'on n'affecte généralement de le croire. L'Autriche n'a qu'à vouloir; elle groupera autour d'elle tous les Polonais. Jusqu'ici, doutant d'elle-même en quelque sorte, elle n'a pas cru pouvoir oser. Mais il nous semble que les conditions politiques se sont suffisamment modifiées pour lui créer désormais une situation toute nouvelle.

IV

Pendant trop longtemps, les empereurs d'Autriche ont tenu leurs regards exclusivement tournés vers l'Allemagne. Il semblait que leurs intérêts immédiats fussent en Germanie, et non ailleurs; tous leurs actes, tous leurs efforts, tous leurs calculs étaient dominés par cette seule et unique pensée. Au temps même où ils portaient la couronne de l'Empire germanique, ils avaient pu reconnaître cependant que c'était une couronne d'épines, et qu'elle leur rapportait avant tout de perpétuels soucis. Leurs possessions héréditaires, un peu trop négligées par eux, étaient, au contraire, la fortune et la consolation du trône en même temps qu'elles lui servaient de fidèle soutien. Mais on ne rompt pas sans beaucoup de peine avec des traditions historiques aussi profondément enracinées; et, s'il était besoin d'en fournir une preuve vivante, l'attitude que le parti allemand centraliste conserve encore aujourd'hui au sein du Reichrath cisleithan suffirait à nous la donner. N'est-il pas absolument convaincu que lui seul résume toute l'intelligence du pays, et que les autres populations méritent à peine qu'on s'en occupe, bien qu'elles constituent l'immense majorité de l'empire? A voir la persistance avec laquelle il affirme en toute circonstance sa prétendue supériorité, on comprend l'idée qui a si longtemps dominé en haut lieu. La politique impériale devait être, en vertu de ces étranges notions, une politique exclusivement allemande; tel était le point de vue adopté comme règle de conduite.

Un seul empereur, jetant autour de lui un regard prophétique, avait compris l'avenir et avait entrepris de guider l'Autriche dans d'autres voies. Charles IV, le grand empereur roi de Bohême, avait vu, dès le quatorzième siècle, quelle était la vraie mission de l'Autriche; et devançant son époque, il avait projeté de former une sorte de confédération dans laquelle les Allemands et les Slaves auraient pu trouver place au même titre. Mais il vécut trop peu pour réaliser son idée; et après lui les conseillers de la couronne n'eurent rien de plus pressé que de faire rentrer la monarchie dans les voies d'autrefois. C'est, à notre avis du moins, l'une des plus grandes erreurs qu'ait eu à enregistrer l'histoire. Si l'attention des empereurs d'Autriche, au lieu d'être constamment tournée vers l'Allemagne et les contrées occidentales de l'Europe, avait été concentrée sur l'Orient, jamais la Russie n'aurait pu grandir comme elle l'a fait, grâce à leurs distractions. Jamais elle n'eût même osé concevoir les pensées ambitieuses qui dirigent sa politique, et jeter sur le Bosphore des regards de convoitise; elle aurait compris que ses tentatives trouveraient fatalement devant elles, comme un rempart infranchissable, l'empire qui s'est nommé lui-même de toute éternité l'empire d'Orient (*Öster-Reich*).

N'était-ce donc pas la mission évidente de l'Autriche que de mettre un terme aux calamités qui ont pesé pendant de si longs siècles sur les provinces chrétiennes de la péninsule des Balkhans? N'est-ce pas dans ces contrées que ses grands hommes de guerre, le prince Eugène, le général Laudon, et tant d'autres, ont conquis leur plus pure gloire? Et lorsque la force des choses ramenait sans cesse de ce côté, presque malgré elle, ses armes victorieuses, par quel étrange aveuglement a-t-elle négligé si longtemps de donner aux questions orientales une attention suffisante? Si l'aigle impériale a deux têtes, c'est cependant parce qu'il lui est indispensable de regarder des deux côtés. Sans se désintéresser, bien entendu,

des affaires de l'Europe, la monarchie doit comprendre que sa tâche providentielle est de faire pénétrer les lumières de la civilisation dans ces pays favorisés du soleil, qu'une administration par trop primitive a empêchés jusqu'à ce jour de profiter, comme ils l'auraient dû, de leurs avantages naturels.

Il semble que l'on commence enfin à se pénétrer en haut lieu de cette importante vérité. Une évolution radicale s'est accomplie sous les auspices du comte Andrassy. Ce que Frédéric de Gentz et les grands publicistes du début de ce siècle conseillaient à l'Autriche comme une nécessité de salut, l'homme d'État qui a dit lui-même, avec une juste fierté, que ses services seraient appréciés dès qu'il aurait quitté le pouvoir, a eu le mérite de le réaliser de façon définitive, et dans des conditions telles qu'il est désormais impossible de revenir en arrière. L'empire des Habsbourg s'est décidé à faire ouvertement quelque chose pour les Slaves. C'est là un fait historique que les contemporains n'ont peut-être pas assez remarqué, mais dont l'histoire saura constater la haute importance. Ce n'est pas, en effet, pour le seul plaisir d'adjoindre aux populations de l'empire neuf cent mille Bosniaques ou Herzégoviniens que les soldats de l'Autriche ont accompli des merveilles de bravoure; ce n'est pas uniquement pour agrandir son territoire de quelques myriamètres carrés que le chef de l'État leur a donné l'ordre de marcher en avant; et, lorsque les plénipotentiaires de l'Europe, réunis à Berlin, ont confié à la monarchie des Habsbourg le soin d'administrer ces contrées, c'est à coup sûr qu'elles avaient compris la portée politique d'une semblable mesure. Des hommes d'État tels que MM. de Bismarck et lord Beaconsfield ne prennent pas à la légère de si graves décisions.

Or, évidemment, la pensée mère de cette grande évolution historique ne saurait être que d'arrêter les progrès du panslavisme. On a beaucoup discuté, depuis trois ans, dans les Parlements de Vienne et de Pesth d'abord, au sein des Délég-

gations ensuite, relativement à l'entrée des troupes austro-hongroises en Bosnie. La presse quotidienne a versé des flots d'encre à cette occasion; et l'on a même essayé de détourner le cours des idées à l'aide du ridicule, qui est parfois, en effet, une arme si puissante. Est-ce que l'Autriche, a-t-on dit, aurait peur de la Serbie ou de la petite principauté des Montagnes-Noires! Pourquoi donc choisit-elle précisément la Bosnie pour s'y installer, au lieu de s'étendre le long du Danube et de fermer horizontalement le cours des Balkhans? Comme si les apôtres du panslavisme n'avaient pas eux-mêmes répondu d'avance à cette objection qui n'en est pas une! Comme si le général Ignatieff, en traçant sur la carte d'Europe la grande Bulgarie telle que le comprenait le traité de San Stefano, n'avait pas révélé très-clairement les secrets desseins du parti! N'a-t-on pas vu, à ce moment, que la marée panslaviste voulait tout envahir, tout submerger? Du Bosphore à la mer Égée, des Balkhans à la Grèce, de Varna jusqu'aux montagnes d'Albanie, tout devait être unifié sous le sceptre, ou tout au moins sous le protectorat de la *sainte* Russie.

On sait ce qu'il en a coûté de luttes et d'efforts, au sein du Congrès, pour faire reculer le flot envahisseur, et réduire à des limites plus modestes les protégés d'Ignatieff. Mais ce qu'on ne sait peut-être pas assez, c'est qu'il a fallu employer la menace, et faire luire aux yeux des plénipotentiaires le spectre d'une nouvelle guerre pour enlever l'adhésion des Russes, qui ne voulaient pas, quand même, renoncer aux conséquences logiques de leur lutte si péniblement soutenue.

Si les choses ont pu en venir à ce point, c'est donc qu'il y avait en jeu de grands intérêts. L'indépendance accordée à la Roumanie, la résolution d'agrandir un peu le territoire de la Grèce, et le mandat confié à l'Autriche d'occuper la Bosnie, se sont inspirés de la même pensée. Ce sont trois mesures destinées à se compléter l'une l'autre et à former autour des

Etats chrétiens de la péninsule une barrière circulaire, que le panslavisme ne puisse pas franchir. La Roumanie, puissance latine, et le royaume hellénique, suffisent à la tâche dans une certaine direction. Mais il fallait fermer l'Adriatique et barrer le chemin de la mer Égée aux ambitions bulgares. C'est le rôle que les armées de l'Autriche-Hongrie remplissent à Serajevo et à Novi-Bazar. Ceux qui ne l'ont pas compris jusqu'ici n'ont qu'à jeter les yeux sur la carte; ils seront promptement édifiés. Le but de l'occupation est parfaitement indiqué; il n'y a que les aveugles volontaires qui ne le reconnaissent pas.

Or, en consentant comme elle l'a fait à entrer dans cette voie nouvelle, en accomplissant cette évolution orientale, l'Autriche-Hongrie a visiblement rompu avec les traditions du passé. La violence passionnée avec laquelle le parti allemand, dirigé par MM. Herbst et Kuranda, s'est efforcé d'empêcher l'accomplissement de l'occupation bosniaque, démontre bien clairement que, de ce côté du moins, on ne se fait pas d'illusions. L'axe de la politique autrichienne s'est déplacé; ce n'est plus vers l'Allemagne que l'aigle tourne assidûment ses regards. C'est l'Orient chrétien qui est désormais l'objet de son attention la plus soutenue. C'est la nécessité, historiquement démontrée, de soustraire le monde européen à l'influence panslaviste, qui est devenue la clef de voûte de l'édifice.

Quelques efforts que l'on puisse tenter à l'avenir, on ne changera plus rien à cet état de choses. Le fait accompli ne se laisse plus modifier; et l'on ne remonte pas le courant, pas plus qu'on ne déplace les montagnes. La monarchie des Habsbourg redevient aujourd'hui, contre les Russes, ce qu'elle a été naguère contre les Turcs : la sentinelle avancée de la civilisation.

Qu'on le sache bien, au surplus : les conseillers du czar ne s'y trompent pas; ils savent parfaitement que l'influence

austro-hongroise est destinée à contre-balancer la leur dans l'Orient chrétien. Ils comprennent que c'est désormais contre eux qu'est dirigée la pointe de son épée ; et s'ils paraissent désireux quand même de cultiver aujourd'hui son alliance, c'est parce que les finances de la Russie sont épuisées, que son armée a besoin d'être réorganisée, et que le nihilisme réclame à l'intérieur toutes les forces vives de l'empire. Le colosse a trop publiquement laissé voir qu'il avait des pieds d'argile. La Turquie, si épuisée qu'elle parût être, a été sur le point de le rejeter de l'autre côté du Danube ; et si l'Autriche, moins esclave de la parole donnée, avait fait seulement un pas en avant lors du siège de Plewna, c'en était fait pour longtemps du prestige de la puissance russe en Orient. Après de telles épreuves, un empire a besoin de quelques années pour se remettre ; et la Russie a dû achever de reconnaître cette fatale nécessité, lorsqu'elle s'est vue contrainte de lutter à l'intérieur contre des ennemis acharnés, au lieu de pouvoir consacrer toutes ses ressources, toute son activité à l'œuvre indispensable de sa reconstitution. C'est pourquoi l'ogre fait patte de velours ; c'est pourquoi, rentrant ses griffes, il montre quand même au dehors un visage satisfait. L'heure n'est pas encore venue pour lui de rentrer en lice. Il ne commettra pas la folie de fournir à ses rivaux le moindre prétexte pour l'attaquer. Mais l'impression n'est pas moins profonde. La colère contre l'Autriche-Hongrie est passée, chez le peuple russe, ou du moins chez ceux qui parlent en son nom, à l'état chronique. Les conseillers de l'empereur François-Joseph se tromperaient grandement s'ils croyaient possible de renouer jamais les relations amicales qui ont jadis existé entre les deux empires. Le comte Andrassy ne l'ignorait pas. Son mérite ineffaçable a été, au contraire, de détruire d'une main hardie les dangereuses illusions dont on aimait à se bercer. En lançant résolument l'Autriche dans les voies de la politique orientale, il savait bien qu'elle devait rencontrer la Russie sur

son chemin. L'Empire des czars avait trop bien pris l'habitude de se poser en protecteur exclusif des chrétiens pour ne pas s'irriter en voyant un rival lui disputer le terrain. Mais, nous l'avons dit, ce rival aurait dû depuis longtemps le devancer en Orient. Ce que la Russie considérait comme son monopole est devenu l'affaire de l'Europe entière. Mais l'Europe a jugé convenable de déléguer à l'Autriche-Hongrie la surveillance qu'elle ne peut pas exercer elle-même. Elle l'a formellement invitée à prendre en Orient une situation prépondérante, dans l'intérêt de la civilisation, du progrès et de la liberté.

C'est là le service inoubliable que le comte Andrassy a rendu à son pays. L'antagonisme qui devait se produire tôt ou tard entre les deux empires aurait pu éclater à une heure fatale pour la monarchie des Habsbourg. Il aurait pu aboutir, dans tout autre moment, à grandir encore l'influence des Russes. En prenant résolument l'initiative, en choisissant son heure, le ministre austro-hongrois les a contraints, au contraire, à reculer devant la volonté formelle de l'Europe, réunie en congrès. C'est une humiliation que la Russie n'oubliera jamais, car elle affaiblit singulièrement sa situation; elle la rend fausse et embarrassée.

Quoi qu'il en soit, il vaut mieux une rivalité franchement déclarée que des amitiés menteuses, qui cachent constamment un piège sous les fleurs. Chacun sait désormais à quoi s'en tenir. La rupture est bien et dûment accomplie. La contradiction des intérêts et la diversité des tendances se sont accentuées de façon définitive et irrémédiable. Il n'y a plus à y revenir.

Au point de vue intérieur, la politique de l'empire s'est déjà vivement ressentie, d'ailleurs, de l'évolution accomplie au dehors. Les Slaves de Bohême, qui depuis longues années se tenaient à l'écart, ont compris que le moment était venu pour eux de rentrer en scène et de prendre part à la direction des affaires publiques. La tribune aux harangues a retenti

de nouveau des accents éloquents de M. Rieger; les Tchèques ont envoyé leurs députés siéger à côté des Polonais sur les bancs du Reichsrath. Ici encore, il faut lui rendre cette justice, le parti allemand, habitué naguère à la domination exclusive, ne s'est pas trompé un instant. S'il a fait une manœuvre plus ou moins habile pour détourner la question, il a bien compris, quant à lui, sur quel terrain elle était placée. C'était mieux rentrer, à son avis, dans les tendances modernes que de crier, comme il l'a fait, au cléricalisme et à la réaction; c'était le moyen, en tout cas, de provoquer des sympathies au dehors, et de faire croire à l'Europe qu'il avait à lutter et à souffrir pour la cause du libéralisme. Mais, par malheur pour lui, personne ne s'y est laissé prendre. Chacun sait que la loyauté chevaleresque du souverain est la meilleure sauvegarde des libertés constitutionnelles. MM. Herbst et Kuranda n'ont nul besoin de défendre ce que personne ne songe à menacer; l'empereur François-Joseph protégera toujours beaucoup mieux que qui que ce soit la constitution libérale qu'il a jurée. L'immense popularité qu'il s'est si justement acquise dans toutes les parties de l'empire, en l'exécutant fidèlement, est un encouragement trop puissant pour qu'il veuille y renoncer.

En revanche, il est certain que, dans la politique intérieure comme dans la politique étrangère, l'axe s'est entièrement déplacé. Durant tout le cours des dix dernières années, les Allemands d'Autriche semblaient être ancrés au pouvoir de façon indestructible, et ils avaient grand soin de l'exercer à leur profit exclusif. Actuellement, au contraire, les Slaves ont aussi leur part, et le ministère cisleithan a compris qu'il devait compter avec eux. Le comte Taaffe s'est donné pour tâche de réconcilier tous les partis et toutes les nationalités sur le terrain commun de l'empire; il veut réaliser, dans la mesure de ses forces, la noble devise du souverain dont il connaît si bien les pensées intimes : *Viribus unitis*. C'est là, quoi qu'on en

puisse dire, une tâche vraiment digne d'un homme d'État ; et si le président du conseil cisleithan parvient, comme nous l'espérons, à la réaliser, il aura bien mérité de son pays. Par là bien des problèmes qui semblaient insolubles se résoudront d'eux-mêmes. Bien des difficultés qui s'opposaient à ce que la monarchie pût marcher dans ses voies providentielles, disparaîtront peu à peu. Ni germanisme, ni panslavisme, telle sera désormais, au dedans comme au dehors, la devise des hommes d'État qui seront appelés à diriger les destinées de l'Autriche-Hongrie. Certes, un tel résultat ne peut être obtenu en un jour ; mais il vaut la peine d'être poursuivi, au prix de grands efforts et d'une grande ténacité.

Dans cette voie nouvelle, la politique austro-hongroise, qu'elle l'ait ou non voulu, se trouve singulièrement rapprochée des tendances et des aspirations polonaises. Il est impossible, en effet, de gouverner d'une manière qui puisse être plus profondément désagréable à la Russie.

La politique allemande du prince Auersperg aurait pu, à la longue, semer des germes de désaffection parmi les populations les plus loyales. En se voyant reléguées au second plan et en quelque sorte dédaignées, elles auraient pu contracter l'habitude de porter leurs regards au delà des frontières de l'empire. Leur idéal aurait pu être situé au dehors, ce qui constitue toujours, en tout état de cause, un sérieux danger. Le grand orateur que nous venons de nommer tout à l'heure, M. Rieger, n'est-il pas allé à Moscou assister à un congrès de linguistique slave ? Soyez sûr qu'il n'ira plus, et que déjà même il regrette d'y être allé. Les populations slaves de l'empire d'Autriche n'ont jamais eu d'autre désir que de resserrer les liens qui les unissent à la dynastie des Habsbourg : c'est aux hommes d'État qui siègent dans les conseils du souverain à les y encourager, au lieu de les pousser eux-mêmes dans l'opposition par une conduite maladroite à leur égard. Pendant trop longtemps les Slaves ont paru

être traités par le pouvoir central comme des étrangers, sinon comme des ennemis. Les intentions généreuses du chef de l'État semblaient être dénaturées par des ministres qui s'inspiraient, disait-on, de l'esprit de parti. Au lieu de placer, comme le désirait l'empereur et comme le voulait le bon sens, tous les citoyens autrichiens sur le même pied, le gouvernement avait l'air de les diviser en deux catégories : les Allemands faits pour commander, et les autres faits pour obéir. Cette conduite (il faut le dire bien haut) était d'autant plus étrange qu'elle était désapprouvée par la plus grande partie de la population.

Ainsi que l'a fait remarquer avec beaucoup de raison M. Otto Hausner dans une brochure récente, les Allemands autrichiens diffèrent sensiblement, sous ce rapport, de ceux de la Prusse et de l'Allemagne du Nord. Ils n'ont pas, comme eux, le désir ardent de germaniser quand même. Plus indépendants par caractère, plus frondeurs, plus enclins à la critique, ils ont avant tout la volonté bien arrêtée de vivre à leur guise, sans se courber humblement, comme on le fait ailleurs, devant les volontés d'en haut.

Cela peut avoir sans doute plus d'un inconvénient dans la pratique; il en résulte parfois que les mouvements réels de l'opinion publique sont difficiles à comprendre. Mais cela crée forcément une tolérance mutuelle, qui est en effet passée depuis longtemps dans les mœurs du pays. Le vrai peuple autrichien, pris dans son ensemble, a toujours blâmé les tendances exclusives et germanisatrices de quelques exaltés qui avaient la prétention de le représenter. Si l'on a pu réussir à prolonger si longtemps une dangereuse équivoque, c'est en invoquant des arguments qui n'avaient rien à faire dans la question. On avait mis en avant les grands mots de cléricisme, de réaction, et d'autres encore, que la raison publique a finalement déclarés vides de sens.

Une telle faute, espérons-le, ne sera plus jamais commise.

Ce que le bon sens des masses a depuis longtemps reconnu nécessaire demeurera désormais la règle invariable du gouvernement. On ne fait pas, en effet, de la politique slave au dehors sans être contraint par la logique d'en faire aussi à l'intérieur. Les populations non allemandes de la monarchie sauront désormais qu'elles ont la même part que les autres dans la gestion des affaires, et que leurs intérêts sont protégés au même titre.

Mais la conséquence forcée de cet état de choses sera forcément d'augmenter encore les colères de la Russie. A tort ou à raison, elle avait conservé la prétention d'exercer quand même un certain prestige sur les populations slaves de l'empire d'Autriche. Elle les comprenait *in petto* dans son organisation future de l'Orient. Qui sait même si, en cas de guerre, elle n'espérait pas un jour ou l'autre les attirer à elle à la suite d'une campagne victorieuse? N'y a-t-il pas eu un moment où ses écrivains, d'accord avec ceux de l'Allemagne, montraient déjà en perspective le démembrement et le partage de la monarchie austro-hongroise? Ils en parlaient comme d'une chose fatale. Or, en donnant satisfaction à ses populations slaves, l'Autriche-Hongrie complète habilement l'œuvre qu'elle avait si bien commencée en répandant de toutes parts la liberté. Elle apparaît aux yeux de l'Europe, plus forte, plus jeune, plus vivace que jamais; et l'Orient tout entier commence à le reconnaître. Il est donc évident qu'un jour viendra où l'empire des czars, acculé en quelque sorte à une impasse, sentant son influence décroître et voyant celle de l'Autriche grandir dans la même proportion, voudra tenter à tout prix de prendre sa revanche. Il va louvoyer pendant quelque temps encore; il va prendre son temps et faire des préparatifs. Puis, saisissant le premier prétexte venu, il provoquera brutalement l'empire des Habsbourg à un duel gigantesque.

L'Autriche sait à l'avance qu'elle pourra compter ce jour-

là sur le dévouement absolu de la Pologne. Mais encore faut-il que la lutte ne s'engage pas dans des conditions topographiques par trop défavorables. C'est surtout lorsqu'on a pour soi le bon droit qu'il faut savoir écarter les obstacles susceptibles de retarder son triomphe. L'Autriche, en un mot, a dès maintenant à se préoccuper de la question de ses frontières, que nous allons brièvement examiner.

Dans le discours qu'il a prononcé il y a quelques mois au sein du parlement germanique, pour défendre le projet de loi relatif à l'augmentation de l'armée, le feld-maréchal de Moltke a fait ressortir la situation géographique de l'Allemagne. Il a signalé comme un grave danger l'immense étendue de ses frontières, le long desquelles des États voisins peuvent aisément accumuler des forces militaires considérables. « Presque tous les autres États, n'a pas craint de dire le vieux maréchal, ont plus ou moins leurs derrières libres : ils n'ont à faire front que d'un seul côté. »

En s'exprimant de cette façon, l'orateur germanique considérait sans doute que l'Autriche, par suite de son alliance avec l'Allemagne, fait en quelque sorte une seule et même chose avec elle au centre de l'Europe. Autrement il aurait dû rendre hommage à la vérité et reconnaître que, de toutes les Puissances européennes, l'Autriche est celle qui peut se trouver le plus aisément obligée de faire face de plusieurs côtés à la fois. Ne l'a-t-on pas vu, en 1866 par exemple, lorsque la Prusse, sous la haute direction de M. de Moltke lui-même, l'a attaquée au nord, et l'Italie au midi? Et, comme si ce n'était pas encore assez, M. de Bismarck, qui devait venir plus tard solliciter instamment à Vienne l'amitié des Habsbourg, songeait à la faire menacer par un soulèvement du côté de l'est.

De toutes parts, les frontières de cet empire, qui s'étend

du lac de Constance au Niémen, offrent à l'étranger de nombreux points d'attaque. Dans le cas où une coalition serait dirigée contre elle, la monarchie danubienne serait tenue à des efforts vraiment extraordinaires pour faire face dans toutes les directions. Mais au moins, dans le midi, par exemple, a-t-elle les montagnes qui lui servent de rempart naturel. A l'ouest, sa frontière est également assez aisée à défendre. Il y a quelques années, l'archiduc Charles-Salvator, dans une brochure célèbre, autour de laquelle il s'est fait beaucoup de bruit, reprochait au gouvernement de laisser les forteresses situées de ce côté dans un état trop peu satisfaisant. Il se demandait si elles seraient en état de repousser l'ennemi dans le cas d'une brusque attaque, et concluait en réclamant des efforts énergiques dans cette direction. L'archiduc, on ne l'a pas oublié, fut un moment disgracié pour avoir publié cette brochure sans une autorisation spéciale. On tenait alors à ne pas être désagréable à l'Allemagne, qu'il semblait viser tout spécialement. Mais l'avis qu'il donnait ainsi publiquement n'en a pas moins été écouté. Le ministre de la guerre a réfléchi qu'il ne lui était pas permis de s'endormir un seul instant dans une sécurité trompeuse. La monarchie s'est dit qu'après tout elle ne devait jamais oublier qu'elle est en présence de voisins extraordinairement remuants.

Toutefois, sans méconnaître la haute portée de cette manifestation, ainsi faite par un homme qui était dès lors l'un des officiers les plus instruits de l'armée autrichienne, nous sommes convaincus que ce n'est pas de ce côté qu'est le plus grand danger pour la monarchie. Si vraiment les frontières occidentales ne sont pas suffisamment défendues, au dire d'un militaire expérimenté, que doit-on donc penser de celles qui la séparent de la Russie au nord-est? De ce côté, pour appeler les choses par leur nom, la frontière est absolument idéale. Elle existe peut-être sur la carte; elle est

sans doute connue dans les bureaux des administrations chargées de la faire respecter; mais physiquement parlant, elle n'existe pas. Les provinces polonaises ont été coupées en quelque sorte au hasard, au gré du caprice, comme si les hommes politiques avaient voulu démontrer eux-mêmes l'imprévoyance de leurs combinaisons. A quoi bon cette splendide chaîne des Tatras, qui sépare au midi la Galicie de la Hongrie, puisque Galiciens et Hongrois reconnaissent le même souverain, obéissent aux mêmes ordres, et sont unis par la loi comme ils le sont par la sympathie et la commune tradition? Entre la Galicie et la Pologne du Congrès, au contraire, où donc est la frontière? Et cependant d'un côté c'est la Russie, et de l'autre c'est l'Autriche. D'un côté le despotisme avec toute son horreur, la défense de parler la langue nationale, la persécution et la douleur; de l'autre la liberté constitutionnelle, la langue et la littérature nationales cultivées avec amour, l'activité qui convient aux hommes libres, le bien-être, la vie. Vérité au bout de ce champ, dirait Pascal, erreur au milieu. Sans nul doute, c'est la démonstration providentielle, voulue un moment par Dieu lui-même, de l'impossibilité de tenir toujours désunies des populations qui conservent avec une héroïque persistance leur communauté d'idées, d'inspirations et de souvenirs. Mais à l'heure présente nous ne sommes pas sur le terrain des rêves et des espérances; nous sommes sur le terrain pratique de la réalité. D'un côté la Russie, de l'autre l'Autriche : voilà quelle est la situation. Entre les deux empires, une frontière absolument ouverte.

La Russie n'a pas hésité à signaler elle-même ce danger. Lorsqu'il y a quelque temps, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dans un de ces moments de boutade où la mauvaise humeur de M. de Bismarck a besoin de s'exhaler publiquement, reprochait au gouvernement du czar de fortifier outre mesure la ligne du Niémen, l'ambassade russe a fait insérer

dans la feuille officieuse du chancelier une réponse où il est dit en toutes lettres : « Nous sommes d'accord avec votre article sur ce point que ni la France ni la Russie n'ont à redouter une agression de la part de l'Allemagne; mais nous ne pensons pas que l'absence de cette crainte doive être pour la Russie un motif de laisser ses frontières ouvertes. Au point de vue politique, plusieurs combinaisons nous paraissent possibles, où les fortifications de la ligne du Niémen seraient fort importantes pour l'empire russe, sans qu'il soit besoin pour cela de supposer une attaque de la Russie par l'Allemagne ou *vice versa*.
 Nous avons de même la confiance que la paix ne sera pas troublée non plus entre l'Autriche et la Russie. Mais si, contrairement à la volonté des deux gouvernements, des événements en Orient ou ailleurs amenaient un conflit, l'attitude des populations polonaises de la Russie ne serait-elle pas d'une grande importance, et ne dépendrait-elle pas en quelque sorte de la position plus ou moins forte des armées russes en Pologne et en Lithuanie? »

Ce n'est pas nous, comme on le voit, qui soulevons la question les premiers : elle a été posée tout d'abord par l'ambassade russe à Berlin, et provoquée par la polémique d'un organe bismariekien. Il est donc reconnu aujourd'hui, dans les sphères diplomatiques ainsi que dans les sphères officieuses, que la possibilité d'un conflit entre la Russie et l'Autriche-Hongrie n'est nullement inadmissible. C'est là, au contraire, une de ces éventualités que l'on doit s'habituer à envisager de sang-froid. Or, de l'aveu même des diplomates russes, l'issue de ce conflit dépendrait de l'attitude des provinces polonaises; et l'écrivain officieux qui a été chargé de répondre à la *Gazette de l'Allemagne du Nord* paraît absolument convaincu que cette attitude dépendrait de la position plus ou moins forte des armées russes en Pologne et en Lithuanie. N'est-ce pas dire clairement, en

termes déguisés et à l'aide d'explications plus ou moins techniques : « Les frontières de l'Autriche sont ouvertes. Ayons, au moment donné, des troupes accumulées de ce côté en nombre suffisant. Ce sera une simple promenade militaire que d'envahir les provinces du Nord. »

Eh bien, puisque le problème est ainsi posé, puisque de telles espérances ne craignent pas de s'exprimer tout haut, pourquoi donc l'Autriche, solennellement avertie, ne renverserait-elle pas les termes de la proposition? Les choses sont dans une situation telle que les provinces polonaises seront forcément le théâtre de la lutte, le jour où elle éclatera entre l'Autriche et la Russie. Pourquoi le gouvernement autrichien ne prendrait-il pas ses mesures à l'avance pour en profiter le cas échéant, et conquérir de ce côté une frontière qu'il ne possède pas? Certes, nous ne pensons pas que ce soit lui qui prenne l'initiative de l'attaque. Mais elle viendra tôt ou tard d'un autre côté, qu'il en soit sûr; et d'ailleurs il peut s'en rapporter à M. de Bismarck pour créer une cause de conflit si elle venait à faire défaut. La guerre avec la Russie n'est pas seulement une probabilité; elle est dans les certitudes mathématiques de l'avenir, et elle aura lieu tout d'abord dans les provinces polonaises.

C'est donc à écarter ce danger imminent que doit songer avant tout le gouvernement autrichien, et pour cela il n'existe à notre connaissance qu'un seul moyen : c'est de se jeter hardiment en avant quand l'heure aura sonné; c'est de marcher devant soi sans la moindre hésitation, et de pousser d'un seul coup jusqu'à la Vistule.

Le grand fleuve historique de la Pologne est la seule frontière possible pour la monarchie des Habsbourg. Non-seulement il constitue pour elle ce que l'on appelle en langage scientifique la frontière naturelle; mais au point de vue des précautions les plus élémentaires, sa possession lui est absolument indispensable. Il faut de toute nécessité qu'elle s'en

empare, si elle ne veut pas rester constamment sous le coup d'une menace.

Qu'elle ne craigne rien d'ailleurs. Le jour où François-Joseph voudra donner à ses armées l'ordre de conquérir la Vistule, il n'aura pas à se préoccuper de l'attitude des provinces polonaises. Les populations se lèveront en masse pour prêter main-forte à ses soldats : le mouvement national qui se produira fatalement dans une telle occurrence sera tellement fort, tellement irrésistible, qu'il importera peu de savoir quelles précautions la Russie aura prises pour s'y opposer. Ce sera l'heure de la justice divine. Les czars verront alors quelle faute ils ont commise en semant partout sur leurs pas des germes de haine et de vengeance. *Abyssus abyssum invocat*, dit l'Écriture. A cette heure suprême, l'abîme invoquera l'abîme. Toute résistance demeurera inutile. C'est à coup sûr une chance des plus heureuses pour la Pologne, que cet intérêt évident, immédiat, de l'Autriche à nous tendre la main pour fortifier sa situation stratégique, qui autrement serait insoutenable. Ainsi s'accomplissent bien souvent de façon inattendue les revanches du droit et de l'humanité.

Les bourreaux de la Pologne ont indiqué eux-mêmes le point faible sur lequel ils devront être forcément attaqués. En divulguant leurs plans de campagne, ils ont imposé à l'empire austro-hongrois l'obligation impérieuse de prendre l'initiative.

C'est désormais une nécessité de salut pour l'Autriche que de veiller activement de ce côté. L'accroissement de son territoire jusqu'à la Vistule deviendra pour elle, à un moment donné, une question de vie ou de mort. Jusqu'ici peut-être il lui était possible de fermer les yeux à l'évidence. Engagée dans l'alliance des trois empereurs, elle pouvait croire que les autres auraient la même bonne foi et la même loyauté qu'elle. Bien que l'expérience lui ait démontré qu'il n'en

était rien, elle pouvait supposer cependant que l'avenir n'était pas menaçant. Mais aujourd'hui, comme nous venons de le dire, les circonstances sont radicalement changées. La triple alliance, dans laquelle on avait cru trouver une garantie infaillible contre les menaces de guerre, n'est plus désormais qu'un souvenir. Elle est allée rejoindre, dans le domaine de l'histoire, tant d'autres combinaisons que l'habileté des hommes politiques n'a pu faire prévaloir, par la simple raison qu'elles n'étaient pas d'accord avec les sentiments et les volontés intimes des nations. La probabilité d'une lutte entre l'Autriche-Hongrie et l'empire des czars s'accroît, au contraire, de jour en jour.

Par cela seul que la monarchie des Habsbourg a déclaré la guerre au panslavisme, elle ne peut plus songer à vivre en bons termes avec la Russie. Tous les efforts des diplomates échoueront fatalement contre la toute-puissance irrésistible des faits. Tout au plus aboutiront-ils à sauver les apparences pendant quelque temps encore. Au fond, la rupture est accomplie : la lutte est inévitable; et dès lors l'intérêt le plus immédiat de l'Autriche est de mettre loyalement sa main dans celle de la Pologne afin d'en recevoir, le jour venu, l'assistance dont elle aura besoin pour se conquérir au nord une frontière absolument absente aujourd'hui.

Peut-être existe-t-il un moyen de trancher la question sans recourir à la force des armes. Nous essayerons de l'indiquer plus loin. Mais, par quelque moyen que ce soit, par voie d'échange ou par voie de conquête, il faut que l'Autriche reporte ses frontières beaucoup plus au nord. C'est pour elle une question d'existence que de reconstituer, au moins en majeure partie, le royaume de Pologne. L'ancienne capitale des Jagellons doit, de toute nécessité, reprendre sa place légitime au sein de l'heureuse province qui est en ce moment le foyer de la vie politique et intellectuelle, le point lumineux vers lequel convergent toutes les aspirations des Polonais. Ce

sera, à coup sûr, un événement qui aura son importance historique et vers la réalisation duquel doivent se concentrer désormais tous nos efforts, toutes nos pensées.

Nous le disions au début de ces pages, il faut savoir être pratique. A cette condition seule est le succès. Gardons-nous bien de retomber dans les errements du passé. Évitions à tout prix de formuler des prétentions irréalisables. Demander aujourd'hui l'affranchissement complet de la Pologne, rêver sa reconstitution dans les limites d'autrefois, ce serait vouloir se heurter, nous ne l'ignorons pas, à des difficultés probablement insurmontables. Pour résoudre peu à peu ces graves problèmes, pour en rendre la solution possible dans un avenir quelconque, il ne faut pas vouloir tout obtenir d'un seul coup. Contentons-nous aujourd'hui de créer un fait accompli; obtenons la réunion de Varsovie à la Galicie; rendons à la Pologne du Congrès une existence autonome sous un prince de la maison d'Autriche, et nous aurons déjà bien mérité de notre chère patrie.

Ne l'avons-nous pas constaté plus haut avec une amère tristesse? le nom même de la Pologne a cessé d'exister dans le langage officiel. Cette vaillante nation de héros doit avant tout reconquérir un titre légal. Elle doit viser à se faire reconnaître par l'Europe, qui se croit actuellement contrainte de passer à l'ordre du jour quand il est question d'elle. Croit-on, par exemple, que notre génération n'aurait pas assez fait si elle obtenait pour la Pologne, dans l'empire des Habsbourg, une situation analogue à celle de la Hongrie, avec sa capitale, ses ministres, sa diète? Or c'est là, quant à nous, le but de nos efforts. Nous croyons faire preuve d'un patriotisme bien sincère, bien inspiré, en précisant de la sorte le terme vers lequel nous voudrions diriger notre marche.

Si nous obtenons de tels avantages, tenons-nous pour satisfaits. Sachons reconnaître qu'un grand pas aura été franchi.

Pour le reste, nous n'aurons plus qu'à nous en rapporter à la Providence, qui, elle, ne fait jamais les choses à demi. Or ce que nous demandons n'est nullement un rêve irréalisable; c'est, au contraire, la conséquence à peu près forcée de la situation géographique de l'Autriche; c'est l'issue mathématique des tendances nouvelles qu'elle vient d'inaugurer dans sa politique orientale.

Si les diplomates voulaient se donner la peine d'y réfléchir, ils verraient qu'il peut dépendre d'eux de résoudre par un simple protocole une question qui fera tôt ou tard, s'ils n'y prennent garde, couler des torrents de sang. Ils ont bien jugé à propos de se réunir pour fixer les frontières de la Grèce et celles du Monténégro. Pourquoi ne mettraient-ils pas également à l'étude la fixation des frontières septentrionales de l'Autriche, puisqu'ils ont cette chance heureuse de rencontrer ici des combinaisons que la Russie pourrait aisément accepter?

A notre avis, le point de départ d'une telle étude est tout indiqué par le grand principe des nationalités. Dans les limites de la Galicie actuelle, vivent côte à côte deux peuples qui n'ont ni la même origine ni les mêmes aspirations. Les Ruthènes sont d'extraction russe; et quelques historiens tiennent même pour certain que ce sont eux qui ont donné leur nom au pays des anciens Sarmates, des Finnois et des Scythes. Actuellement, en tout cas, les districts galiciens qu'ils habitent portent encore, dans leur ensemble, le nom de Russie Rouge. S'ils sont devenus catholiques depuis trois siècles, ils n'en ont pas moins conservé quand même certains usages particuliers; ils ont à Lemberg leur archevêque, du *rit grec ruthénien*, à côté de l'évêque catholique romain des Polonais.

Il ne saurait entrer dans nos intentions d'examiner ici les griefs qu'ils ont fait valoir à diverses reprises contre nous. Ce que nous savons, c'est qu'aux élections, les Ruthènes ont

des candidats différents des nôtres, et qu'à la Chambre leurs députés ne siègent pas non plus sur les mêmes bancs que nos représentants. A quoi bon, dès lors, éterniser une lutte qui affaiblit nos forces intérieures? Ne vaut-il pas mieux songer à nous concentrer, en séparant franchement ces deux éléments qui se meuvent sans cesse sur des terrains si divers, et qui marchent, chacun de leur côté, vers un idéal aussi opposé?

Dans cet ordre d'idées, dont la justesse ne saurait être sérieusement contestée, les palatinats de Lemberg, de Chelm et de Belcz, spécialement habités par les Ruthènes et les Juifs, pourraient être cédés à l'empereur Alexandre. Réunissant ainsi la Russie Rouge à la Russie Blanche, à la Grande et à la Petite Russie, sans aucun mélange d'éléments hétérogènes, il deviendrait véritablement l'empereur de *tous les Russes*, le Tzar, et porterait la couronne de Daniel. En échange, l'empereur d'Autriche devrait prendre, non plus seulement Varsovie, mais toute la Pologne du Congrès. Il deviendrait vraiment, de son côté, le roi de Pologne, et pourrait ceindre la couronne des Jagellons.

C'est une solution des plus simples, des plus claires, des plus faciles à comprendre. Que sa mise à exécution nécessite certains arrangements préalables; qu'il y ait lieu, peut-être, de chercher d'un côté ou de l'autre des compensations pour niveler exactement les parts, ce n'est pas là que gît la difficulté. C'est le sort commun de toutes les questions territoriales, au midi comme au nord. L'essentiel est que cette façon de procéder ne nous paraît soulever aucune objection de principe. Elle aurait l'avantage, au contraire, de ménager l'amour-propre des deux côtés, et de pouvoir être pratiquée sans de trop grandes difficultés. La Russie n'a aucun intérêt véritable à la repousser; car elle lui donnerait des populations sympathiques et congénères au lieu de populations hostiles. Elle aurait même pour résultat immédiat d'établir entre les

deux empires une ligne de démarcation bien nette, bien arrêtée, bien précise, au lieu de les laisser, comme aujourd'hui, à l'état de défiance mutuelle l'un contre l'autre. A quelque point de vue qu'on se place pour l'envisager, il nous semble donc que cette solution se recommande à la plus sérieuse attention des hommes politiques.

Si la Russie refuse de l'accepter, elle aura fourni elle-même la preuve évidente des arrière-pensées qui dirigent sa politique. Elle aura clairement révélé qu'elle considère surtout ses provinces polonaises comme un poste avancé d'où elle croit pouvoir manœuvrer à l'aise contre l'Autriche. Mais, précisément parce qu'un tel aveu serait par trop significatif, on peut espérer que l'obligation d'y recourir ferait reculer une Puissance qui n'aime pas à dévoiler ses plans de façon aussi publique.

Dès lors, que risque-t-on de lui faire la proposition que nous venons de formuler? Pourquoi négliger la dernière chance pacifique, du moment où il est bien établi qu'à son défaut, on sera contraint de faire appel tôt ou tard à l'*ultima ratio* des rois et des peuples, au suprême et décisif argument du canon Uchatius et de la force des baïonnettes?

VI

Nous n'ignorons pas qu'en posant ainsi la question sur le terrain pratique, nous nous exposons à soulever de nombreuses objections. Mais c'est précisément notre but de la livrer à la discussion publique, afin de la faire mûrir plus vite et de hâter l'heureux résultat vers lequel nous tendons de tous nos efforts.

Nous n'ignorons pas non plus qu'en donnant à nos espérances une forme palpable, en les faisant sortir du domaine par trop nuageux où elles s'étaient confinées jusqu'à ce jour, nous allons fournir aux champions de la Russie l'occasion d'une nouvelle campagne. En se voyant acculés dans leurs derniers retranchements, que ne vont-ils pas mettre en œuvre pour démontrer aux Polonais qu'ils ont tout avantage à être absorbés par l'empire russe au lieu de se donner volontairement à la monarchie des Habsbourg! La théorie du compromis russo-polonais va réapparaître, sans doute, sous de nouvelles formes. On va chercher à nous la présenter sous les dehors les plus séduisants.

Il est, entre autres, un argument que nous avons déjà rencontré sur notre route, et qui ne peut manquer de se reproduire encore une fois. « Au point de vue des intérêts économiques, nous dit-on, la Pologne doit forcément s'allier avec la Russie. Sa prospérité matérielle dépend de cette union. » C'est la réédition du mot célèbre prononcé naguère par un homme d'État français. « Enrichissez-vous, disait-il à ses

partisans. Les autres vous promettent la fortune; mais la conservation du régime actuel peut seule vous l'assurer. » Ce régime est tombé cependant; deux autres se sont succédé depuis, qui ont disparu à leur tour.

La France en est à son troisième essai de république, et sa fortune est aujourd'hui, de l'aveu de tout le monde, plus grande qu'elle ne l'a jamais été. Que faut-il donc penser quand nous voyons un appel du même genre adressé aux propriétaires et aux industriels polonais? « Enrichissez-vous, leur dit-on également. Ailleurs on vous promettra la fortune, mais l'entente avec la Russie peut seule vous l'assurer. »

Cette assertion fût-elle vraie, qu'elle aurait une médiocre influence sur l'immense majorité des Polonais. Nos compatriotes sont les hommes les moins susceptibles qu'il y ait au monde de se laisser émouvoir par de semblables considérations. Partout, au surplus, en quelque coin du globe que la question de nationalité soit soulevée, elle domine tellement toutes les autres qu'on a quelque honte de s'attarder aux intérêts matériels. Toutefois, répétons-le sans cesse, il faut savoir être pratique et s'identifier, dans une certaine mesure, avec les idées de son siècle. S'il venait, en effet, à être prouvé que le despotisme est plus favorable au développement de la prospérité matérielle que le régime libéral, ce serait, aux yeux de certaines personnes, une sorte d'excuse en sa faveur. On n'oserait pas dire trop haut, à coup sûr, qu'il peut trouver là sa justification et sa raison d'être; mais nous serions conviés tout au moins à lui accorder les circonstances atténuantes. Or, il importe beaucoup aux libéraux de tous les pays de ne lui en laisser aucune.

Dans le cas actuel, heureusement, la réponse est facile. Ce sont des faits patents, connus de tout le monde, qui vont nous la fournir. Nous n'avons qu'à faire appel au témoignage des visiteurs de ce grand concours international qui a eu lieu il y a deux ans, sur les bords de la Seine. C'est par million,

qu'il faut compter les hommes de tout rang, de toute classe, de tout pays, qui ont tenu à voir cette splendide Exposition. Qu'on les interroge; que l'on choisisse au hasard parmi eux. Tous, ils répondront sans la moindre hésitation qu'ils ont été frappés du développement rapide qu'ont pris, depuis dix ans, le commerce, l'industrie et le travail national de la Galicie. Non-seulement ses poètes, ses écrivains, ses artistes sont en possession d'une renommée universelle; non-seulement sa couronne intellectuelle brille d'un éclat incontesté; mais ses productions industrielles et commerciales ne le cèdent en rien à celles de la pure intelligence. En parcourant les galeries que ses exposants occupaient à Paris, on sentait à chaque pas l'esprit d'invention, l'élan, l'activité d'un peuple que rien ne gêne dans ses efforts, et qui travaille avec d'autant plus d'entrain qu'il n'est troublé dans ses combinaisons par aucune crainte, par aucune arrière-pensée. Les sociétés libres d'instruction populaire y figuraient à côté des spécimens d'écoles publiques, les livres en langue nationale à côté des ouvrages classiques destinés à l'enseignement; et deux pas plus loin s'étaient de véritables merveilles de bon goût, de richesse et de patience. On voyait que tout a marché du même pas, que tout a progressé à la fois.

Certes, nous ne voulons pas le dissimuler, il reste encore beaucoup à faire. Sur bien des points, nous avons encore besoin d'accomplir d'énergiques efforts. Mais en dépit de certaines lacunes, le progrès était tellement évident, que nos adversaires en ont été vraiment effrayés. Comprenant immédiatement quel parti l'on pouvait tirer contre eux de cette prospérité indéniable, ils ont senti le besoin de protester à l'avance.

C'est alors qu'un professeur de Varsovie, M. Simoniesko, s'est retourné du côté de la Pologne russe, et s'est écrié fièrement : « Regardez par ici, vous verrez de bien autres fortunes. » Par malheur pour la thèse qu'il voulait défendre, le

savant professeur ne s'est pas borné à cette simple exclamation. Il a entrepris de démontrer, de façon mathématique, que les peuples avaient beaucoup plus à gagner sous l'égide du pouvoir absolu que sous un régime qui les laisse absolument libres de diriger leurs destinées comme ils l'entendent.

Pour constater le fait qui lui a servi de point de départ, il n'avait eu qu'à interroger la statistique, et à lui demander les renseignements qu'elle peut fournir à tout le monde. Il avait pu énoncer des chiffres connus, contrôlés depuis longtemps, incontestables et incontestés. Mais au moins fallait-il prendre la peine de les discuter, de les analyser. Au moins fallait-il raisonner, remonter des effets aux causes, et comprendre la philosophie des tableaux qu'il avait sous les yeux. Or, c'est ce que M. Simoniesko s'est bien gardé de faire. Il savait trop bien à quelle conclusion il aurait fatalement abouti.

Pour les besoins de sa cause, il était bien plus simple de formuler triomphalement cet aphorisme qu'il croit victorieux : « La situation économique de la Pologne russe est meilleure que celle de la Galicie. »

Et après ? Qu'est-ce que cela prouve ? Cette situation date-t-elle d'aujourd'hui, ou existait-elle avant le partage, avant la conquête ? Est-elle due au gouvernement russe, ou bien est-elle le résultat de circonstances essentiellement passagères, combinées avec la fertilité naturelle du climat ? Déjà, pendant que nous tenons la plume, des voix nombreuses s'élèvent en Russie pour demander qu'il soit mis un terme au système protectionniste. Si courbée qu'elle puisse être sous le despotisme, la population s'impatiente de voir éternellement des murailles de Chine la séparer du reste du monde ; elle a soif de s'émanciper, d'entrer en contact avec les nations occidentales, et de laisser pénétrer leurs produits sur son territoire. Or, ce jour-là, il faut bien le dire, l'industrie polonaise perdra en Russie la plus grande partie de ses avantages. Ce n'est pas le gouvernement qui l'a favorisée, c'est la nation

russe tout entière, par l'effet d'une préférence bien naturelle. Le peuple conquis se trouvait supérieur, de tout point, à ses conquérants. Il était plus avancé qu'eux (et de beaucoup) dans les voies de la civilisation.

Tandis que l'industrie russe était encore dans les langes de l'enfance, la sienne avait déjà produit des merveilles. Or, par un caprice du brutal vainqueur, elles se trouvaient enfermées toutes deux dans un seul et même cercle, à peu près infranchissable aux produits du dehors.

Quoi d'étonnant à ce que la Pologne ait trouvé là pour ses productions un débouché naturel, qui lui a été fourni par la force des choses? Elle en a profité presque sans s'en rendre compte; elle a encaissé de gros revenus sans se demander d'où ils venaient; et le peuple russe, de son côté, s'est peu préoccupé de l'origine des marchandises qu'il se procurait. La loi économique de l'offre et de la demande a produit là, comme partout, ses résultats naturels, ses conséquences inévitables. Personne n'a sujet d'en triompher ni de s'en plaindre. Les choses ont été ce qu'elles devaient être; elles ne pouvaient absolument pas se passer autrement.

A côté du fait économique, la question monétaire a aussi joué un grand rôle. On sait quelle incroyable dépréciation a subie à diverses reprises le papier-monnaie russe, tandis que les droits de douane, tout le long des frontières de la Pologne, devaient être acquittés en monnaie d'or. Que l'on songe à l'élévation de ces droits protecteurs; et quelque restreint qu'ait été le chiffre des importations, on comprendra sans peine l'immense avantage que donnait à l'industrie polonaise la comparaison entre les prix qu'il lui était possible d'établir et ceux auxquels s'élevaient forcément des objets frappés à leur entrée d'un impôt payable en or, puis vendus à des consommateurs qui ne pouvaient leur offrir qu'un papier déprécié.

Que cet état de choses vienne à changer (et il changera for-

cément si la paix se prolonge pendant quelques années); que les droits de douane soient abaissés et que la *valuta* soit rétablie, les choses changeront singulièrement de face. L'industrie de la Pologne russe cessera d'occuper vis-à-vis de l'empire des czars une situation privilégiée. Elle se trouvera en concurrence avec celle de tous les autres pays, et perdra dès lors une grande partie de ses avantages.

La Galicie, au contraire, s'est trouvée placée en face d'une industrie plus avancée que la sienne, et d'une civilisation quelque peu supérieure. Les habitants de l'Autriche cisleithane pouvaient lui offrir des produits tout au moins égaux aux siens; et elle ne pouvait espérer de bénéfices réels que du fait de ses produits naturels, tels que le pétrole et les blés. Quant au surplus, c'est-à-dire quant aux produits manufacturés, elle a compris qu'elle avait à reconquérir un certain espace de terrain pour être au niveau du reste de l'empire, et elle s'est mise à l'œuvre avec courage. Poussée en avant par une émulation légitime, elle a su profiter des exemples qu'elle avait sous les yeux, et s'est initiée aux méthodes perfectionnées de l'Occident. Mais provisoirement elle a dû chercher ailleurs un débouché que l'Autriche cisleithane ne pouvait plus lui offrir. Là se trouvait encore une cause toute naturelle de supériorité en faveur de la situation économique de la Pologne russe. Toutefois, avec le temps, les différences arrivent à se niveler beaucoup plus qu'on ne le croit. Ce que les industriels galiciens ont pu perdre du fait de la concurrence redoutable de leurs confrères cisleithans, ils l'ont amplement regagné par le fait de l'émulation, qui leur a fait accomplir en peu d'années des progrès immenses. Ce que le commerce a pu regretter au point de vue des débouchés, il l'a reconquis par le crédit si haut placé de l'Autriche, par le développement du bon goût, par le fini de la main-d'œuvre, par le contact immédiat qui s'est établi entre lui et la civilisation actuelle de l'Europe occidentale.

Que la Pologne russe soit placée, elle aussi, ne fût-ce que pour quelques années, dans des conditions identiques, on verra ce qu'elle est susceptible de devenir; et en présence des progrès qu'elle aura réalisés, le professeur auquel nous répondons pourra juger par lui-même de ce que valent ses théories.

Il ne saurait toutefois entrer dans notre pensée de nier l'évidence ni de contester un fait universellement reconnu. Disons-le donc franchement : oui, le grand duché de Varsovie a été plus favorisé par la nature que la Galicie; et, malgré l'oppression à laquelle il est soumis, il a pu réussir à tirer parti de ses avantages naturels. Oui, la Pologne du Congrès est plus riche que les autres provinces polonaises; elle contient un plus grand nombre de petits propriétaires qui, en général, font d'assez bonnes affaires (à la condition, bien entendu, de s'être tenus prudemment tranquilles, et de n'avoir risqué ni la confiscation, ni l'exil, par un mot quelque peu aventureux). Mais la Russie a-t-elle le droit de s'en enorgueillir? Peut-elle, à un titre quelconque, s'en attribuer le mérite? Supposons la France conquise par les Peaux-Rouges. Parviendront-ils à lui enlever la fertilité de ses campagnes, la richesse de ses plaines et de ses vallées, la fécondité merveilleuse d'un sol béni du ciel? Supposons la Provence et le nord de l'Italie entre les mains des Cafres. Le climat sera-t-il moins doux, la mer moins bleue, le firmament moins splendide et moins azuré? A moins de supposer que les premiers arracheront du sol le blé à moitié mûr, et que les seconds jetteront avec rage dans la mer les orangers en fleur, la France demeurera quand même le pays riche et fertile que nous connaissons; la Provence et le littoral méditerranéen resteront quand même la contrée que les poètes de tous les temps ont chantée à l'envi, que la romance de *Mignon* a définitivement immortalisée, sans s'éloigner une minute de la vérité.

Eh bien ! il en est de même pour la Pologne russe. Si elle est riche en dépit de l'oppression, c'est que le gouvernement des czars n'a pas pu l'empêcher de l'être ; c'est que la nature a beaucoup fait pour elle, et que les hommes ont été impuissants à détruire l'œuvre de Dieu. Mais, nous le demandons à M. Simoniesko lui-même, croit-il vraiment que ce soient les confiscations et les exils qui ont favorisé le développement de l'industrie ; croit-il que ce soient les fusillades et le knout qui ont donné à la Pologne russe la prospérité matérielle dont elle jouit ? La réponse est facile ; et puisque la statistique, comme nous le disions, a des arguments pour tout le monde, qu'il l'interroge à ce point de vue. Qu'il cherche sur la carte d'Europe un pays placé par la nature dans les mêmes conditions que le duché de Varsovie, mais doté en même temps de libres institutions, et qu'il compare sans parti pris les résultats obtenus. La vérité sera si éclatante qu'elle s'imposera d'elle-même à son esprit. Quoi qu'il en ait, il devra reconnaître que partout où l'homme est en possession de la liberté, son travail est plus fructueux, son activité plus productive, sa richesse incomparablement plus grande. La Russie aura beau faire, elle ne parviendra pas à mettre à son actif une prospérité qui n'est pas son œuvre, qui s'est produite sans qu'elle ait pu l'empêcher, et dont les Polonais ne sont redevables qu'à la bienfaisante action de la Providence.

Non, quoi qu'on dise ou qu'on fasse, on n'enlèvera pas à la Galicie le plus beau fleuron de sa couronne. Il est certain, il est incontestable qu'elle est devenue, sous les Habsbourg, le foyer de la vie politique, intellectuelle et morale de la Pologne. Aucune déclamation ne pourra lutter contre cette triomphante vérité. Aucune considération matérielle ou financière ne pourra détruire l'évidence, et faire que la lumière se transforme en ténèbres. Le despotisme aura beau faire ; il aura beau invoquer la prospérité économique d'une province sœur de la nôtre, vers laquelle nous attirant toutes nos aspi-

rations, toutes nos sympathies, il n'arrivera pas à prouver qu'elle soit plus heureuse sous ses lois qu'elle ne le serait en jouissant des libertés que nous avons. L'histoire, la morale et le sentiment universel de l'humanité sont absolument d'accord pour démontrer que la Pologne russe a tout à gagner à être libre, aussi bien sous le rapport financier que sous le rapport social et politique.

On éprouve, malgré soi, quelque honte à être contraint d'insister sur des vérités aussi élémentaires. Mais les sophismes sont doublement dangereux lorsqu'ils revêtent, comme dans la circonstance, une forme scientifique, et s'appuient sur des faits qui offrent au premier abord toutes les apparences de la vérité.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, au surplus, que la Russie, décidée à traiter la Pologne en pays conquis, cherche néanmoins à faire illusion à l'Europe sur les néfastes conséquences de ses procédés administratifs. Ce que M. Simoniesko veut tenter actuellement, Grimm et Diderot le tentaient déjà il y a un siècle; ils ont même failli un moment égarer l'opinion publique. Dès le lendemain du premier partage, en effet, Catherine II a fait sentir sans le moindre ménagement, aux provinces qui lui avaient été attribuées, un véritable joug de fer; elles les a traitées en esclaves, comme si elle les eût conquises les armes à la main. Ce qui n'empêchait pas les philosophes français, distributeurs de la renommée, de chanter sur tous les tons les louanges de la *Sémiramis du Nord*, de célébrer ses vertus, d'exalter sa bienfaisance et d'imprimer en son honneur ce fameux vers, tant de fois répété depuis :

C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière.

De telles illusions ne seraient plus possibles actuellement. Le temps a marché; les événements ont montré avec leur logique implacable ce qu'il faut penser des sentiments soi-disant libéraux que les Russes ont affichés avec tant d'éclat

en diverses circonstances; et si les encyclopédistes revenaient en ce monde, ils seraient les premiers à brûler ce qu'ils ont naguère si humblement adoré. Mais la diplomatie moscovite n'est jamais à court d'arguments. Plus que nulle autre au monde, elle s'entend à lancer dans la circulation des phrases tapageuses, qui, répétées à satiété, finissent quand même par faire une certaine impression. Peu lui importe de recevoir des démentis; peu lui importe même d'être officiellement désavouée. Elle y est habituée depuis longtemps et ne s'en émeut pas autrement. La contradiction est son élément naturel; elle s'y complait et ne peut plus s'en passer.

Il y a soixante ans déjà que le chevalier de Gentz disait dans une intéressante dépêche au prince Alexandre Soutzo : « Si vous rapprochez ce que tel diplomate russe a dit à Londres, par exemple, avec ce que ses collègues ont dit à Paris, à Madrid, à Berlin, à Constantinople, vous vous étonnerez sans cesse, non pas de quelques nuances plus ou moins légères, mais d'une opposition radicale entre les propos de l'un et ceux de l'autre. Vous y trouverez, à la même date, les plus inconcevables disparates : paix, guerre, alliance, contre-alliance, philosophie, despotisme, associés de la façon la plus bizarre; et je défie celui qui est à même de connaître ces versions contradictoires de jamais en tirer un ensemble ou une notion instructive quelconque sur les véritables dispositions du cabinet russe. » Si de tels reproches peuvent être justement adressés aux chefs de mission, aux diplomates dûment accrédités à l'étranger, que doit donc être le langage des agents inconnus, sans mission avouée, qui sont répandus par milliers dans tous les pays que les czars peuvent avoir intérêt à tromper? Nous n'apprendrons rien à personne en disant qu'ils fourmillent en Galicie. Mais nos lecteurs reconnaîtront du moins qu'il importe de ne laisser aucun de leurs arguments sans réponse. Ils ne manqueraient pas d'en triompher bruyamment, selon leur habitude.

Suivons-les donc résolument sur le terrain où ils se placent. Supposons pour un moment que le compromis avec la Russie soit sérieusement discuté par les Polonais. Deux choses se produiront de façon inévitable. D'une part, les Russes se croiront très-généreux en offrant aux autres ce qu'ils ont eux-mêmes; or, comme en fait de libertés constitutionnelles ils n'ont absolument rien, où se trouverait donc le terrain pour une transaction? D'autre part, les habitudes invétérées de domination à tout prix ont laissé dans l'esprit des hommes d'État russes (même les plus intelligents, même les plus favorables à une transaction), certaines idées qui seraient encore moins acceptables que l'absence d'une constitution. Ils ont persisté, jusqu'à ce jour, à refuser l'hégémonie aux Polonais dans les pays où la majorité ethnographique n'appartient pas à leur nationalité. A ce titre, par exemple, ils soutiennent que le gouvernement de Lubel est russe, de même que la Podlésie. A ce compte la Galicie devrait donc l'être aussi, dans le cas de cette entente monstrueuse que nous supposons, pour un moment, l'objet d'une discussion approfondie. Voyez-vous d'ici notre chère Galicie renonçant à ses députés, à sa diète, à la libre discussion de ses affaires, pour passer sous le régime du bon plaisir!

Car, enfin, c'est bientôt fait de parler d'une entente et d'un compromis. Encore faudrait-il pouvoir en indiquer les bases. Or, nous les cherchons vainement. La Pologne, comme la Hongrie, trouve les habitudes du gouvernement constitutionnel dans ses traditions nationales. Elle peut subir un autre régime, quand il lui est imposé par la force; quant à l'accepter volontairement, elle ne pourra jamais y consentir. Chaque Polonais a dans le cœur, quelles que soient les vicissitudes de sa propre destinée, deux amours qui ne meurent jamais : l'amour de la patrie, et celui de la liberté. Aucun pacte, si avantageux qu'il puisse paraître, ne sera

ni accepté, ni même discuté par lui, s'il peut avoir pour résultat de froisser l'une ou l'autre de ces passions indestructibles qui lui sont plus chères que sa propre existence.

En Autriche il est libre et il voit sa nation honorée. Sa langue, sa religion, son autonomie sont absolument respectées. Voilà pourquoi l'Autriche est son alliée naturelle. En Russie, au contraire, cherchez à l'aide de quels moyens l'entente pourrait s'établir. Nous n'arrivons pas à les trouver, par la raison pure et simple qu'il n'en existe aucun. Que peut offrir aux autres, en effet, un peuple qui se reconnaît lui-même trop peu apte encore à l'exercice des libertés publiques? Parler d'entente et de compromis avec lui, c'est une sanglante ironie.

Ne perdons pas notre temps à nous occuper plus longuement de ce rêve inventé par des esprits machiavéliques. Ils savent bien eux-mêmes qu'il est irréalisable. Sur qui donc espèrent-ils faire impression en le rééditant sans cesse? On parlait naguère d'une constitution qui pourrait être donnée à la Russie. Elle serait, en tout cas, d'une nature spéciale, et ne saurait convenir à des peuples plus avancés dans les voies de la civilisation. Un trompe-l'œil de cette nature ne mérite même pas que l'on s'en préoccupe.

RÉSUMÉ

Les détails qui précèdent ont suffisamment indiqué à nos lecteurs la nature des idées que nous serions heureux de voir triompher. De plus amples développements n'y pourraient rien ajouter. Suivons donc le sage précepte de Boileau ; et, quelle que soit la joie patriotique que nous éprouvons à plaider une cause aussi sainte, sachons nous borner pour ne pas fatiguer inutilement l'attention.

Depuis un siècle, la malheureuse Pologne a prodigué en pure perte des trésors d'héroïsme. Elle a vu ses plus glorieux enfants verser leur sang et braver les tristesses de l'exil, sans autres résultats que de nouvelles persécutions et de stériles regrets. La diplomatie, n'osant pas aborder de front le grand problème dont la solution importe cependant à l'Europe tout entière, n'a pas su ou n'a pas voulu leur venir en aide. Elle a reconstitué la Grèce, elle a tendu la main aux Serbes, elle a créé la Bulgarie ; mais elle n'ose pas s'occuper de la Pologne. C'est à grand'peine si elle prononce son nom bien bas, dans des entretiens confidentiels. Les hommes d'État ont encore besoin, paraît-il, de dangereuses expériences pour arriver enfin à reconnaître que les difficultés de la question orientale ne seront jamais résolues, aussi longtemps que la grande faute commise au dix-huitième siècle n'aura pas été franchement réparée.

En présence d'un tel état de choses, des patriotes sincères se sont un moment laissés aller à d'étranges défaillances. Ils ont cru de bonne foi, il y a trente ans, que le salut pourrait

venir d'une entente avec la Russie. Mais cette idée, tout au plus compréhensible avant le démembrement du pays, s'est révélée plus chimérique, plus impopulaire, plus impraticable encore dans notre siècle que dans les précédents. Le marquis Wielopolski lui-même, qui en était le plus chaleureux partisan, a dû reconnaître son impuissance absolue. Malgré son zèle, son ardent patriotisme et sa dévorante activité, le célèbre homme d'État dut avouer à la fin qu'il lui était impossible de poser des bases acceptables pour un rapprochement. Aussi l'éclatant échec d'un homme de si haute intelligence a-t-il pour jamais détruit le rêve qu'il avait si obstinément caressé. Il est bien définitivement démontré que jamais la Pologne ne rencontrera, chez les conseillers du czar, le respect de sa foi religieuse, de sa langue, de ses traditions et de sa nationalité. Le dictateur Loris-Mélikoff, qui voudrait bien passer pour un réformateur libéral, n'a pas plus consenti que les autres à reconnaître les droits légitimes des Polonais; il a fait échouer de ses propres mains les négociations dont il avait pris l'initiative.

En Autriche, au contraire, les enfants de la Pologne sont des citoyens libres, au même titre que les Allemands, les Moraves, les Tchèques et les Tyroliens. Si la Galicie n'avait pas à pleurer sur le sort de ses frères, elle pourrait s'appliquer en toute vérité les chants populaires du Tyrol, dont le refrain est sans cesse répété par les échos de la montagne : *Im freïen Land Tyrol* (dans le libre pays du Tyrol). Ses journaux, publiés en langue nationale, rappellent chaque jour au pays les gloires du passé, en faisant luire à ses yeux les espérances de l'avenir; ses députés discutent en toute indépendance au parlement de Vienne les actes du gouvernement; deux d'entre eux siègent à l'heure qu'il est dans les conseils de l'empereur d'Autriche.

Sa diète exerce une grande et légitime influence sur la gestion de ses affaires intérieures. Sa religion est respectée;

ses institutions traditionnelles, rajeunies au contact de l'esprit moderne, se développent sans entraves; et son industrie a pris depuis quelques années une énorme extension.

Sans doute il s'est élevé à diverses reprises au sein de la population galicienne des plaintes assez fondées.

Des ministres, qui avaient cependant toutes ses sympathies, parce qu'elle les savait acquis à la grande cause de la liberté, l'ont trop souvent négligée. Parfois même ils ont paru l'oublier de façon absolue, en opposant à ses demandes les plus légitimes une force d'inertie tout à fait inexplicable. Exagérant dans la pratique un principe politique juste en lui-même, ils ont cru devoir résister à ce qu'ils considéraient bien à tort comme étant contraire aux intérêts généraux de l'empire.

La réflexion est venue depuis lors calmer de part et d'autre des appréhensions exagérées. Les Polonais reconnaissent aujourd'hui que le parti libéral autrichien, pendant son passage au pouvoir, leur a rendu de grands services; et les Allemands cisleithans, de leur côté, ne tarderont pas à voir qu'ils auraient tort de voir dans les Polonais des adversaires ou des ennemis. Une alliance formelle entre ces deux fractions si importantes de la monarchie nous paraît fatalement inévitable dans un délai donné. Nous l'avons dit au début : la Pologne a de tout temps occupé une place à part parmi les nations slaves. Elle ne saurait sans de graves inconvénients s'attarder aujourd'hui dans des voies arriérées, pour le seul plaisir d'identifier de façon trop complète sa cause avec la leur. Le rôle tout indiqué des députés galiciens au Reichsrath de Vienne nous paraît donc être un rôle de conciliateurs et d'intermédiaires. Ce sont eux qui, en tendant la main à la gauche allemande d'une part, et aux Tchèques de l'autre, donneront à la monarchie des Habsbourg la force de cohésion dont elle a besoin pour lutter contre les Anglo-Russes.

La Galicie, à une certaine époque, était en droit de se

plaindre qu'on la négligeait; mais c'est là un grief secondaire en présence des grands intérêts de l'avenir. N'est-il pas vrai, au surplus, que, par le seul fait de l'énoncé que nous venons de faire, nous avons du même coup établi l'immense différence qui existe entre la Pologne autrichienne et la Pologne russe? Disons-le franchement, sans rien dissimuler, sans rien exagérer : les plaintes de la population galicienne sont celles d'un peuple heureux, qui fait usage de ses libertés en exigeant du gouvernement tout ce qu'il peut donner. Il a raison, à coup sûr, et d'autant plus raison qu'il ne sort pas des limites de la légalité. Mais enfin les habitants de Varsovie, à certaines heures, ne demanderaient pas de plus grand bienfait aux ministres du czar que de ne pas s'occuper d'eux. Être oubliés par le gouvernement, ce serait le plus souvent leur idéal, leur rêve, leur bonheur. Ceux de Cracovie et de Lemberg, au contraire, en sont déjà arrivés à demander, en vertu de leurs droits incontestés, qu'on ne les oublie pas. Voilà, sans restriction ni réserve, la vérité vraie.

Nous sommes donc largement autorisés à conclure que la grande majorité de la population varsovienne se déclarerait satisfaite le jour où elle aurait les mêmes lois, les mêmes institutions, les mêmes fonctionnaires que la Galicie. Instruits par l'expérience que donnent aux peuples comme aux individus de longs malheurs et de cruelles souffrances, les Polonais ont appris à cette rude école qu'ils doivent se méfier de leurs propres entraînements. Ils savent que la froide raison doit prendre désormais chez eux la place de l'imagination enthousiaste, par trop facile à égarer dans des voies dangereuses.

C'est pourquoi nous n'avons pas craint de nous placer exclusivement sur le terrain pratique, assuré que nous étions de rendre ainsi à notre pays un véritable service. Laissons à l'avenir, à la Providence, le soin de préparer la revanche du droit; et, sans prétendre soulever les voiles de la destinée,

tâchons de réaliser en ce moment ce qui est possible ; tâchons d'obtenir la seule chose qui soit réellement praticable. Que la monarchie des Habsbourg, qui a déjà pris en main la cause des Slaves du sud, n'hésite pas à prendre également en main celle du peuple le plus intelligent, le plus avancé, le plus intéressant à tous les points de vue, parmi les Slaves du nord. Qu'elle sache comprendre sa force et discerner ses véritables intérêts. La réunion de la Galicie et de la Pologne du Congrès peut s'effectuer (nous l'avons démontré) à l'aide d'un simple échange de territoire. Mais fallût-il recourir à d'autres moyens pour la réaliser, que les ministres autrichiens ne devraient pas reculer. C'est pour eux, en effet, un devoir impérieux, attendu que la monarchie a besoin d'avoir au nord des frontières mieux délimitées. Ce doit être dès aujourd'hui l'une de ses premières préoccupations. Ce sera pour elle, dans un avenir peu éloigné peut-être, une question de vie ou de mort.

Donc, en définitive, les intérêts de la Pologne sont sur ce point complètement identiques avec ceux de la monarchie autrichienne. Où l'une trouvera la sécurité de ses frontières, l'autre saluerait joyeusement l'aurore d'une vie nouvelle. Où l'une voit une nécessité géographique, l'autre serait heureuse de rencontrer le salut, la renaissance, la vie. Ceux-là seuls qui ferment volontairement les yeux à l'évidence peuvent nier cette lumineuse vérité. Ceux-là seuls qui aiment à se nourrir de chimériques illusions peuvent rêver autre chose, dans l'état actuel de l'Europe. Les vrais patriotes, les hommes de sens et de raison doivent se rallier, quoi qu'il arrive, à cette idée si simple, si pratique, dont la réalisation provoquerait à coup sûr des sommets des Tatras aux rives de la Vistule, de Varsovie à Grodno, de Nierzawa à Cracovie, une immense explosion d'enthousiasme.

Reconstituons, sous la protection des Habsbourg, un solide noyau de notre nationalité. Rentrons en possession de notre

capitale historique, admise à jouir en paix des franchises et des libertés galiciennes. La génération qui aura réalisé un tel progrès pourra se dire, en toute assurance, qu'elle a bien mérité de son pays. Elle aura fait son devoir. Que Dieu fasse le reste.



2
753
EN VENTE A LA MÊME

271945

- Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich**, chancelier de cour et d'État (1773 à 1815), publiés par son fils le prince Richard DE METTERNICH. Deux beaux volumes in-8°. 2^e édition Prix 18 fr.
- Deux Chanceliers.** — Le prince Gortschakof et le prince de Bismarck, par Julian KLACZKO, ancien député au Parlement de Vienne. Un volume in-8° carré. 2^e édition. Prix 7 fr. 50
- Le Secret du Chancelier.** — Orient et Occident. In-8°. 2 fr.
- Deux Diplomates**, le comte Raczyński et Donoso Cortès. Dépêches et correspondance politique (1848-1853), publiées par le comte Adhémard d'ANTIOCHE. Un vol. in-8°. Prix 7 fr. 50
- Étude sur l'histoire diplomatique de l'Europe**, de 1648 à 1791, par le comte de BARRAL. Un volume in-8° carré. Prix 7 fr. 50
- Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse**, écrits en français par lui-même, publiés par MM. E. BOUTARIC et A. CAMPARDON. Deux vol. in-8°. Prix 16 fr.
- Les Archives de Venise, Chancellerie secrète de la République Sérénissime**, papiers d'État, du Sénat, etc., par Armand BASCHET. Un vol. in-8°. Prix 8 fr.
- Histoire du Dépôt des Archives étrangères**, à Paris, en 1710, à Versailles, en 1793, et de nouveau à Paris depuis 1796, par Armand BASCHET. Un vol in-8°. Prix. 10 fr.
- Le Roi chez la Reine**, ou Histoire secrète du mariage de Louis XIII et d'Anne d'Autriche, par Armand BASCHET, 2^e édition considérablement augmentée. Un volume petit in-8° anglais. Prix. 8 fr.
- La Jeunesse de Catherine de Médicis**, par M. A. DE REUMONT, ancien ministre du roi de Prusse près la Cour de Toscane. Ouvrage traduit, annoté et augmenté par Armand BASCHET, d'après des recherches nouvelles dans les diverses Archives du royaume d'Italie, orné du portrait de Catherine de Médicis jeune fille. Un volume petit in-8° anglais. Prix. 6 fr.
- Mémoire d'Armand du Plessis de Richelieu**, évêque de Luçon, écrit de sa main, l'année 1607 ou 1610, alors qu'il méritait de paraître à la cour, publié d'après l'original inédit, avec informations et notes par Armand BASCHET. Brochure in-8° cavalier. Prix. 3 fr.
- Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande**, par Albert SOREL. Deux volumes in-8°. Prix 16 fr.
- Le Traité de Berlin**, annoté et commenté par Benoît BRUNSWIK. Un volume in-8°. Prix. 6 fr.
- Le Comte de Cavour**, par Charles DE MAZADE. Un volume in-8°. Prix. 7 fr. 50